



R a p p o r t a n n u e l



2007

BANQUE CENTRALE DES COMORES

www.bancecom.com



S o m m a i r e

LETTRE DE PRESENTATION DU RAPPORT ANNUEL DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES	1
CHAPITRE I : L'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	1
Section I - Les principales évolutions économiques, monétaires et financières	1
Section II - Les évolutions économiques des pays ou zones majeurs	3
1.1 - Les Etats-Unis	3
1.2 - Le Japon	4
1.3 - Les pays membres de l'Union Européenne	5
1.4 - La Chine	6
1.5 - L'Afrique	7
Section III - Les institutions financières internationales	8
1.1 - Le Fonds Monétaire International (FMI)	8
1.2 - La Banque Mondiale	9
1.3 - La Banque Africaine de Développement (BAD)	9
CHAPITRE II : LA SITUATION INTERIEURE	11
Section I - La production du secteur primaire	12
1.1 - Les produits de rente	12
1.2 - La production alimentaire	13
1.2.1 - Les cultures vivrières	13
1.2.2 - L'élevage	14
1.2.3 - La pêche	14
Section II - L'industrie, l'artisanat et les travaux publics	15
2.1 - L'industrie et l'artisanat	15
2.2 - Les travaux publics	16
Section III - Les services	17
3.1 - Le tourisme	17
3.2 - Les Télécommunications	17
CHAPITRE III : LES ECHANGES EXTERIEURS	19
Section I - Le commerce extérieur	19
1.1 - Les Exportations	19
1.2 - Les Importations	20
Section II - La balance des paiements	21
2.1 - Le compte des transactions courantes	21
2.1.1 - Biens	21
2.1.2 - Services	22

Sommaire *(suite)*

2.1.3 - Revenus	22
2.1.4 - Transferts courants	22
2.2 - Le compte de capital et d'opérations financières	23
2.2.1 - Compte de Capital	23
2.2.2 - Compte des opérations financières	23

CHAPITRE IV : LA SITUATION FINANCIERE ET MONETAIRE 25

Section I - Les Finances Publiques 25

1.1 - L'exécution du budget 2007	25
1.2 - Les opérations financières consolidées de l'Etat et des Administrations Publiques	26
1.3 - Les prévisions budgétaires pour l'année 2008	28

Section II - La situation monétaire 28

2.1 - La masse monétaire	29
2.2 - Les contreparties de la masse monétaire	30

Section III - Le système bancaire 31

3.1 - Structure du système bancaire	31
3.2 - L'activité des établissements financiers	32
3.3 - La supervision bancaire	33
3.4 - Les conditions de banques	33

CHAPITRE V : L'ADMINISTRATION, L'ACTIVITE ET LES COMPTES DE LA BANQUE CENTRALE 34

Section I - L'organisation 34

1.1 - L'Administration	34
1.2 - Les effectifs	34

Section II - Les activités de la Banque 34

2.1 - Les billets et pièces en circulation	34
2.2 - La chambre de compensation	35
2.3 - La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme	35
2.4 - Les autres activités de la Banque	36

Section III - Les comptes de la Banque 39

3.1 - Le bilan	39
3.2 - Le compte de résultat	40

Section IV - L'avis des Commissaires aux comptes 42

ANNEXES 44



Lettre de présentation du Rapport annuel de la Banque Centrale des Comores

**À Son Excellence, Monsieur
Ahmed Abdallah Mohamed Sambi,
Président de l'Union des Comores.**

J'ai l'honneur de vous présenter, conformément aux dispositions légales, le Rapport Annuel de la Banque Centrale des Comores qui retrace l'évolution de la situation économique, financière et monétaire des Comores, ainsi que la gestion de la Banque, au cours de l'année 2007.

Sur le plan international, en dépit de la crise financière qui a touché les pays avancés, l'activité économique a toutefois enregistré un taux de croissance de 4,9%, après 5,0% en 2006, les pays émergents, notamment la Chine et l'Inde, jouant le rôle de moteur de la croissance. Il est également intéressant de noter, la bonne performance de l'Afrique sub-saharienne, qui a enregistré en 2007 une croissance de 6,5%, soit l'un de ses plus forts taux de croissance depuis plusieurs décennies.

Aux Comores, l'année a été marquée par l'organisation et la tenue des élections au niveau des exécutifs des îles autonomes de Ngazidja et de Mohéli, tandis que le report de celles d'Anjouan a fait naître une crise politique entre le Gouvernement de l'Union et celui de l'île autonome d'Anjouan, portant atteinte aux équilibres budgétaires et reportant la conclusion d'un programme avec le FMI.

Sur un plan plus économique, l'activité a été marquée par des pénuries au niveau de certains produits de grande consommation, tels que le riz et le ciment.

Dans ce contexte, le taux de croissance du PIB réel, initialement prévu à 3%, a été revu à la baisse, n'atteignant que 0,8% en 2007 contre 2,6% en 2006. En

dépit de l'amélioration de la production agricole, les difficultés rencontrées par le secteur du BTP, à travers la pénurie du ciment ainsi que la forte dégradation du réseau routier, ont engendré un fort impact négatif sur la croissance.

Dans le domaine des prix, le coût de revient des importations a subi la hausse mondiale des prix du pétrole, portant le taux d'inflation à 4,5% contre 3,4% en 2006. L'appréciation de l'euro par rapport au dollar a toutefois contribué à limiter cette hausse, notamment sur les produits énergétiques, la hausse des prix du pétrole observée sur les marchés internationaux n'ayant pas été répercutée sur les prix domestiques.

Dans le domaine budgétaire, les recettes totales affichent une hausse de près de 15%, imputable uniquement à l'augmentation de 60% des dons extérieurs, les recettes intérieures ayant diminué de 1,8% par rapport à 2006, évaluées à 21,2 milliards FC contre 21,6 milliards FC en 2006. Les dépenses courantes ont augmenté de 4,8% par rapport à leur niveau de 2006, s'établissant à 27 milliards FC contre 25,8 milliards FC en décembre 2006. Cette hausse est essentiellement imputable à la hausse des dépenses de fonctionnement de l'administration, plus particulièrement pour le poste « traitements et salaires » qui a augmenté de 14%, tandis que les dépenses de « biens et services » et les « transferts » ont diminué, respectivement de 4,3% et de 5,2%. Les « dépenses en capital » (+31,2%) ont accentué la détérioration des principaux soldes budgétaires.

Dans le domaine extérieur, le solde des transactions courantes affichent un déficit de 7,2% du PIB contre 5% en 2006. Cette dégradation est essentiellement imputable au creusement du déficit commercial, (+6,4 milliards FC pour les échanges de biens et

services), en dépit du raffermissement des transferts sans contrepartie, publics et privés, en hausse de 1,9 milliard FC par rapport à l'année précédente.

S'agissant de la dette extérieure, la conférence des bailleurs organisée à Paris en décembre 2007 a permis d'apurer les arriérés auprès de la Banque africaine de développement (BAD) pour un montant de 32 millions USD, soit près de 11 milliards FC.

Dans le domaine monétaire, la masse monétaire a augmenté de 8,1%, s'établissant à 36,1 milliards FC contre 33,4 milliards FC en décembre 2006. Cette évolution s'observe aussi bien au niveau de la monnaie que de la quasi-monnaie. Cette croissance de la masse monétaire a résulté à la fois de l'augmentation des avoirs extérieurs nets (+4,9%), qui se sont établis à 41,7 milliards FC contre 39,8 milliards FC en décembre 2006, et de l'amélioration du crédit intérieur net (+18,6%), passant de 12,7 milliards FC à 15,1 milliards FC.

En matière de taux, les taux de la Banque Centrale des Comores, indexés sur l'EONIA, principal taux inter-bancaire de la zone euro, ont parallèlement suivi la tendance haussière observée au niveau international.

Le taux des avances à l'Etat et le taux d'escompte, fixés à EONIA+1,5%, se sont élevés en moyenne à 5,36%

contre 4,34 % en 2006, après 3,59% en 2005. Le taux de rémunération des dépôts du Trésor, des banques et des établissements financiers non soumis à l'obligation des réserves, fixé à EONIA-1/8, a suivi la même tendance, s'élevant à 3,74%, contre 2,71% et 2,09%, en 2006 et en 2005. Les taux de rémunération des réserves obligatoires des banques et établissements financiers, fixé à EONIA-1/4, se sont élevés à 3,61% en 2007 contre 2,59% en 2006, après 1,96% en 2005.

En revanche, sur le plan interne, les taux créditeurs et débiteurs ont été maintenus à leur niveau de janvier 2006, respectivement à 2,5% et à la fourchette [7-14]%, de même que le taux de constitution des réserves obligatoires à 25%.

Sur le plan des changes, notre monnaie a subi l'appréciation de l'euro par rapport au dollar, la moyenne annuelle du taux change du dollar par rapport au franc comorien s'établissant à 359 FC pour un dollar contre 392 FC en 2006 et 396 FC en 2005.

Pour conclure, permettez-moi Monsieur le Président d'attirer votre attention sur les perspectives de l'année en cours.

Sur le plan international, les prévisions affichent un ralentissement de la croissance mondiale à 3,7%, dans



un contexte dominé par les inquiétudes sur la crise alimentaire.

Sur le plan national, les perspectives qui semblaient meilleures, avec :

- la résolution de la crise d'Anjouan,
- l'élargissement du paysage bancaire, avec l'ouverture effective d'une nouvelle banque commerciale en décembre 2007 et l'ouverture attendue de la BFC, banque d'investissement,
- la relance des activités de la Banque de Développement, qui a opéré un repositionnement commercial sur la branche de la méso-finance,
- la réhabilitation du réseau routier, dont les travaux sont en cours à Moroni,
- le démarrage des travaux de constructions des infrastructures hôtelières (Itsandra, Galawa),
- le lancement du projet présidentiel sur l'habitat, sont aujourd'hui plombées par la pénurie de produits pétroliers, qui paralyse l'ensemble de l'activité économique. Le risque de récession n'est pas à exclure, la crise actuelle ayant fortement affecté l'activité du 2nd semestre, traditionnellement plus actif.

Sur le plan des prix, au 1^{er} trimestre 2008, l'évolution de l'indice général des prix affiche un taux d'inflation de 2,9%. En glissement annuel, de mars 2007 à mars 2008, la hausse est beaucoup plus marquée, avec un taux d'inflation de 8,8%.

En matière de finances publiques, les prévisions du budget de l'Etat pour l'année 2008 affichent 34 milliards FC de recettes et 34,2 milliards FC de dépenses, dégageant un déficit budgétaire courant de 251 millions FC.



Au 31 mars 2008, l'exécution du budget affiche :

- 7,6 milliards FC de recettes, dons non compris, pour une prévision de recettes de 7,1 milliards FC,
- 6,3 milliards FC de dépenses contre une prévision de 7,8 milliards FC. Le poste « salaires et traitements » s'est élevé à 2,8 milliards FC alors que la projection s'élevait à 3,5 milliards FC,
- un solde global (base ordonnancement), dons inclus, excédentaire de 1,3 milliard FC.

Dans le domaine monétaire, la masse monétaire a enregistré une légère hausse de 0,5% en glissement annuel, s'établissant à 34,6 milliards FC en mars 2008 contre 34,4 milliards FC en mars 2007.

Par rapport à décembre 2007, la masse monétaire a diminué de 4,2%, en liaison avec les baisses de 4,2% des avoirs extérieurs nets de la BCC et de 4,4% des créances nettes à l'Etat.

Je vous prie de croire, Monsieur Le Président, en l'assurance de ma très haute et respectueuse considération.

Ahamadi Abdoulbastoi

Gouverneur de la Banque Centrale des Comores



Chapitre 1

L'évolution de l'environnement international

Section 1 - Les principales évolutions économiques, monétaires et financières

La croissance économique mondiale a maintenu son élan enregistré en 2006, avec un taux de croissance de 4,9% en 2007 contre 5,0% un an auparavant, en dépit de la crise financière qui touche les pays avancés, en particulier les Etats-Unis et de l'accroissement des prix des matières premières. Les pays émergents, notamment la Chine et l'Inde, moins touchés par les turbulences financières, jouent encore le rôle de moteur de la croissance.

Cette croissance s'est accompagnée de fortes tentions inflationnistes, notamment des denrées alimentaires et des produits pétroliers, en relation avec le boom économique en Chine et en Inde, l'utilisation croissante de céréales et oléagineux pour la production de biocarburants, réduisant de fait les surfaces disponibles de terres destinées aux cultures alimentaires et entraînant une spéculation financière sur les denrées alimentaires.

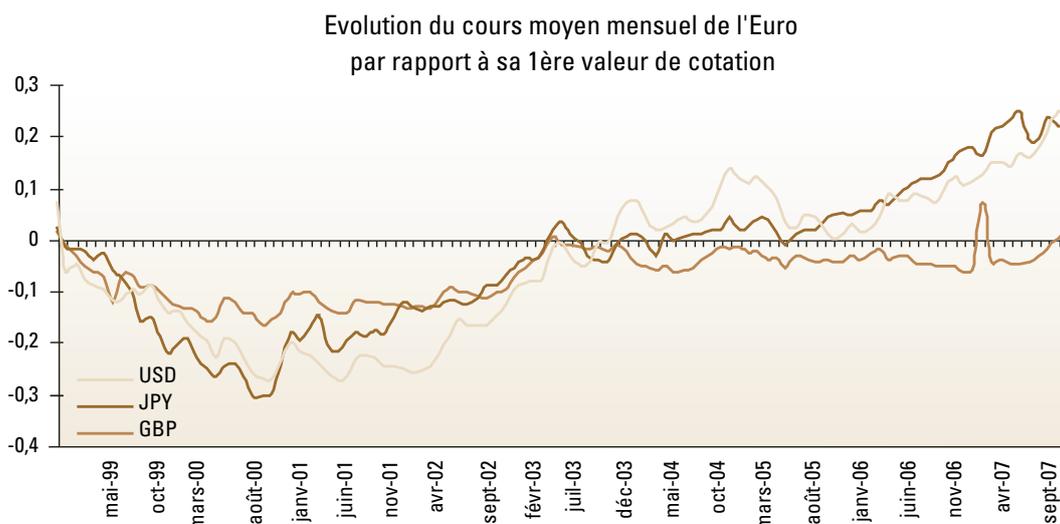
Contrairement aux précédentes crises pétrolières des années soixante dix qui trouvaient leur origine dans les perturbations de l'offre, la demande grandissante des pays émergents, tirée par les fortes croissances chinoise et indienne, demeure la principale explication des tensions observées, avec un prix du baril supérieur à 100 dollars, la baisse du niveau des stocks américains au dernier trimestre de l'année 2007 ayant accentué cette tendance haussière et la spéculation sur les marchés. La hausse du pétrole a entraîné dans son sillage le cours de l'once d'or, qui a atteint 860 dollars l'once, battant son record historique de 1980.

L'année 2007 a été marquée par des chocs sur les marchés de changes et des actions. L'euro s'est considérablement

apprécié par rapport aux autres devises internationales, pulvérisant progressivement ses records de cotation. Face au dollar américain, l'euro a enregistré une croissance de 10% au cours de l'année 2007, après une hausse de 11% en 2006, en liaison avec le resserrement de l'écart de rendement entre les deux devises.

Le principal taux directeur de la Banque centrale américaine, inchangé depuis la fin juin 2006, est passé de 5,25% à 4,25% en fin d'année, tandis qu'en zone euro, après avoir été relevé à plusieurs reprises jusqu'à l'été, le principal taux directeur a atteint 4%, réduisant l'écart de rendement, et par conséquent la demande du dollar.





Cette différence de politique monétaire peut s'expliquer en partie par les missions statutaires des institutions de ces deux zones, la BCE ayant des objectifs de stabilité des prix, pendant que la FED doit aussi veiller au respect des grands équilibres, tout en contribuant à l'emploi et à la croissance.

Face aux autres monnaies, la devise paneuropéenne a d'une part consolidé sa progression face au yen, avec un taux de croissance de plus de 6% entre décembre 2006 et décembre 2007 après une hausse de 10% sur la même période un an auparavant, et d'autre part, progressé face à la livre sterling, avec un taux de croissance de près de 9%, alors qu'elle avait reculé de 1% en 2006.

Sur le marché des actions, les indices boursiers ont pâti des incidents sur le marché du crédit (marché américain des subprimes) qui ont conduit à une crise de confiance généralisée sur les actifs risqués.

Les actions ont ainsi décroché partout dans le monde le 26 juillet 2007. Les principales places financières ont clôturé la séance en baisse de 2 % à 3 % alors que la volatilité des indices retrouvait le niveau précédemment observé mi-2006, qui correspondait au plus haut depuis le printemps 2003.

Les grandes places ont ainsi perdu autour de 5 % en juillet : -3,9 % pour l'Eurostoxx 50, -5 % pour le CAC 40 et -5,3 % pour le DAX. Au **Japon**, l'indice Nikkei 225 affiche une baisse de 4,9 % en juillet.

Encadré 1 - LA CRISE ALIMENTAIRE

La tendance à la hausse des prix internationaux des denrées alimentaires, amorcée en 2005, s'est accélérée en 2008, affichant une hausse moyenne de 83% sur la période. Dans de nombreux pays, la hausse des prix des denrées alimentaires est supérieure au taux d'inflation.

Cette flambée des prix peut être expliquée essentiellement par :

- l'accroissement de la demande mondiale, notamment dans les pays émergents et en développement qui ont influencé à la hausse la demande en produits de base, tels que le pétrole, les métaux et les denrées alimentaires, contribuant à la hausse soutenue des cours de ces produits ;
- l'expansion de la production de biocarburants, encouragée par de nombreux gouvernements, dans un contexte de protection de l'environnement et face à la montée des prix du pétrole,
- les conditions climatiques défavorables (sécheresses, inondations), la baisse des réserves mondiales suite à la rigidité structurelle de l'offre, les violences et les crises politiques et la baisse des cours du dollar américain, ont également eu un impact sur l'augmentation des prix.

Cette crise touche plus particulièrement les pays à faible revenu, qui à l'exception des pays exportateurs de pétrole et de produits de base, ont enregistré une détérioration des termes de l'échange, limitée toutefois par la faiblesse du dollar. A l'intérieur de ces pays, ce sont les populations les plus démunies, des zones urbaines notamment, qui sont les plus touchées, les produits alimentaires représentant une part importante de leurs dépenses de consommation, et provoquant d'importantes manifestations dans plusieurs pays du sud.

Différentes mesures, allant du contrôle des prix à l'abaissement ou la suspension des droits d'importation sur les produits alimentaires, en passant par l'octroi de subvention, ont été appliquées dans la plupart de ces pays.

Dans ce contexte de hausse des prix, les Comores ne sont pas à l'abri de ce phénomène, eu égard de la structure de son économie, importatrice nette de produits alimentaires et pétroliers. En effet, quatre produits, la farine, le sucre, le riz et les produits pétroliers, représentent à eux seuls 38% des importations, une inflation importée étant envisagé. La hausse des prix de ces produits se répercuterait sur les coûts de transport et les coûts énergétiques, qui induiraient automatiquement des hausses des prix des produits locaux, les frais de transport représentant une composante essentielle dans la fixation du prix des produits vivriers locaux. Après un taux d'inflation annuel moyen de 4,5% en 2007, l'évolution de l'indice général des prix affiche un taux d'inflation de 2,9% au 1^{er} trimestre 2008. En glissement annuel, de mars 2007 à mars 2008, la hausse est beaucoup plus marquée, avec un taux d'inflation de 8,8%.

Section II - Les évolutions économiques des pays ou zones majeurs

1.1 - Les Etats-Unis

L'activité économique aux Etats-Unis a enregistré un ralentissement en 2007, affichant un taux de 2,2%, après 3% en 2006 et 3,6% en 2005. Ce faible taux, le

plus bas depuis 5 ans, peut être expliqué essentiellement par la crise de l'immobilier et du crédit, qui s'est déclenchée au 2nd semestre et qui s'est répercutée au fil des mois sur l'ensemble de l'activité.

Sur le marché du travail, le taux de chômage est resté à son niveau de 2006 à 4,6% contre 5,1% en 2005, tandis que les coûts salariaux par employé progressaient de 4,9% après 4% en 2006.

Le taux d'inflation est revenu de 3,2% en 2006 à 2,8%, en liaison avec la crise du logement, même si le dernier trimestre de l'année a été marqué par une remontée de l'inflation, suite à l'envolée des prix des produits pétroliers.

Dans un contexte de tensions sur les marchés financiers, la Réserve Fédérale a pris une série de décisions, allant de l'injection de liquidité par des opérations d'open-market à la réduction de ses taux directeurs, le taux cible des fonds fédéraux passant de 5,25% à 4,25%.

Encadré 2 - LA CRISE DES SUBPRIMES

Les subprimes sont des crédits hypothécaires accordés aux Etats-Unis à une clientèle peu solvable, sur la base d'une majoration du taux d'intérêt censée compenser les risques pris par le prêteur.

Depuis plusieurs mois, les bourses mondiales enregistrent de fortes baisses qui touchent notamment les valeurs bancaires, mises à mal par la crise du crédit immobilier à risque.

Ces crédits ont été confrontés à un double mouvement de remontée des taux d'intérêt et de baisse des prix de l'immobilier, qui a entraîné un défaut de paiement de nombreux emprunteurs. En effet, la Banque centrale américaine a progressivement relevé son taux directeur de 1% en 2004 à 5,25% en 2006, impactant directement sur les remboursements de ces crédits à taux variables, parallèlement à la baisse des prix de l'immobilier.

Faisant jouer les hypothèques, les banques n'ont pu redresser leur bilan, la valeur des habitations hypothéquées étant devenue inférieure à la valeur

du crédit qu'elles étaient censées garantir, en liaison avec la baisse du marché immobilier. L'afflux de biens saisis mis en vente sur le marché a accentué le déséquilibre du marché où les prix se sont encore effondrés.

Le FMI estime les pertes que pourraient subir les institutions financières à 945 milliards de dollars. La moitié des sommes perdues affecteront les bilans des banques et l'autre moitié touchera les assureurs, les fonds de pensions et d'autres catégories d'investisseurs, le marché du subprime ayant été massivement financé par titrisation.

Ces turbulences, qui ont mis en évidence les limites des instruments de finance structurée (la titrisation des créances) quant à leur transparence et à leur liquidité effective, ont poussé un certain nombre d'autorités monétaires, dont l'Eurosystème et la FED, à procéder à plusieurs reprises à des injonctions de liquidités.

1.2 - Le Japon

L'économie japonaise, bien que soutenue cette année encore par les exportations et les investissements, a montré des signes d'essoufflement, n'enregistrant qu'un taux de croissance du PIB de 1,9% contre 2,8% en 2006, après 2,4% en 2005 et 2,7% en 2004.

Le taux de chômage a poursuivi sa décrue, s'établissant à 3,9% contre 4,1% en 2006 et 4,4% en 2005, sans toutefois provoquer une hausse des salaires.

Le Japon n'est pas encore venu à bout de la déflation, de nombreuses entreprises, face à une demande intérieure peu vigoureuse, ayant reporté les hausses de prix au détriment des marges bénéficiaires et des salaires.

Ainsi, en dépit de la pression internationale sur les produits alimentaires et énergétiques, le taux d'inflation s'est établi à 0,1% après 0,2% en 2006. Dans ce contexte, la Banque du Japon a maintenu son taux de base inchangé à 0,50%, après l'avoir relevé de 25 points de base en février 2007.

1.3 - Les pays membres de l'Union Européenne

En zone euro, la croissance économique a légèrement décéléré en 2007, s'élevant à 2,6% après 2,9% en 2006 et 1,6% en 2005, soutenue par la demande intérieure (+2,3% après +2,6% en 2006).

Evolution de quelques indicateurs économiques dans la zone euro (en %)

	2004	2005	2006	2007
Taux de croissance du PIB	1,8	1,6	2,9	2,6
Taux d'inflation (IPCH)	2,1	2,2	2,2	2,1
Taux de chômage	8,8	8,9	8,2	7,4
Déficit public en % du PIB	-2,8	-2,5	-1,5	-0,8
Solde du compte courant en % du PIB	0,8	0,0	-0,3	0,2

Sources : BDF, OCDE, BNB

Comme les années précédentes, des écarts de croissance ont été observés à l'intérieur de la zone. L'Irlande, le Luxembourg et la Slovénie ont enregistré les taux les plus élevés (respectivement 5,3%, 5,4% et 6,1%) tandis que l'Italie a connu la croissance la plus faible à 1,5%, suivi par le Portugal à 1,9%. Par contre, l'Autriche, la Finlande, la Grèce, les Pays-Bas, et l'Espagne ont affiché des taux de croissance supérieurs à 3%. La France, l'Allemagne et la Belgique ont enregistré une décélération de l'activité économique, observant des taux de croissance du PIB de 1,9%, 1,8% et 2,7% contre 2,0%, 2,7% et 2,9% en 2006, respectivement.

Sur le marché du travail, l'amélioration observée en 2006 s'est confirmée cette année, le taux de chômage atteignant 7,4% en 2007 contre 8,2% en 2006, tandis que les coûts salariaux progressaient de 2,4% contre 1,8% en 2006.

Comme les deux années précédentes et en dépit de la hausse des cours du pétrole, le taux d'inflation dans la zone euro a évolué quasiment au même niveau que celui de l'année dernière avec 2,1% en 2007 contre 2,2% en 2006, la Finlande, la France et les Pays-Bas enregistrant le taux le plus faible (+1,6%) et la Grèce, le plus élevé (+3,0%).

Contrairement à la Banque centrale américaine, la Banque centrale européenne, a maintenu son taux

directeur inchangé à 4% dès le mois de juillet après l'avoir relevé en mars et en juin de 0,25 point de pourcentage.

Les Etats de l'Union Européenne n'appartenant pas à la zone euro ont à nouveau enregistré une croissance économique plus soutenue que celle de la zone euro, avec des taux de croissance respectifs de 3,1% et de 2,6%.

Au Royaume-Uni, pour la troisième année consécutive, l'activité économique s'est accrue, s'établissant à 3,1% après 2,9% en 2006, tirée par la consommation privée et les investissements publics. En dépit du renchérissement du pétrole et des denrées alimentaires, le taux d'inflation s'est élevé à 2,3% en 2007, après un pic de 3,1% en mars. En revanche, la livre sterling s'est dépréciée par rapport à l'euro de près de 9%.

Concernant les deux autres économies avancées, c'est la demande intérieure qui a tiré la croissance en Suède avec un taux de 3,4%, tandis qu'elle a ralenti au Danemark, affichant un faible taux de 1,9%.

Les pays d'Europe centrale et de l'Est, lancé dans un mouvement de rattrapage vis-à-vis de la zone euro, ont affiché des taux de croissance exceptionnels, la consommation et les investissements privés ayant été les moteurs de cette expansion.

En juillet 2007, le Conseil européen a accepté l'entrée de Chypre et de Malte dans la Zone Euro le 1^{er} janvier 2008. À cette date, la zone euro comptera 15 pays sur les 27 pays de l'Union européenne, représentant 319 millions d'habitants.

1.3 - La Chine

L'économie chinoise, portée par les exportations nettes et les investissements, a enregistré une croissance de 11,4% après une progression de 10,6% en 2006, devenant ainsi un des moteurs de la croissance mondiale. Le taux d'investissement a atteint 45% du PIB, grâce aux bénéfices importants des entreprises privées et à l'afflux des investissements directs étrangers.

Le taux d'inflation s'est élevé à 4,5% après 1,4% en 2006 et 1,8% en 2005, en raison essentiellement du renchérissement des produits alimentaires, le prix de l'essence n'ayant été relevé qu'en novembre (+10%) et les autres biens n'ayant augmenté que modérément. Afin de contenir la hausse des prix, la Banque Populaire de Chine a entrepris une série de mesures, allant de la stérilisation partielle de l'afflux de devises par l'émission de titres au relèvement du taux de réserves obligatoires de 9% à 14,5%, en passant par le plafonnement de la croissance du crédit à 15% sur une base annuelle.

Sur le plan du commerce extérieur, les exportations, destinées de plus en plus à l'Union Européenne au détriment du marché américain, ont progressé de 21,3%, tandis que les importations ont accusé un net ralentissement, progressant seulement de 11,9% contre 16% en 2006. Dans ce contexte, l'excédent de la balance courante a représenté 11,2% du PIB en 2007 contre 8,3% en 2006.

Sur le marché des changes, les réserves en devises de la Chine se sont encore accrues, représentant 1.528 milliards de dollars à fin 2007.

1.4 - L'Afrique

L'Afrique subsaharienne a enregistré en 2007 une croissance de 6,5%, soit l'un de ses plus forts taux de croissance depuis plusieurs décennies. Cette croissance, tirée par les pays exportateurs de pétrole et par le dynamisme de la demande mondiale de matières premières, a été réalisée grâce notamment à l'augmentation des flux de capitaux et à l'allègement de la dette. En revanche, les pays importateurs de pétrole ont connu une croissance moins forte.



En termes de prix, le taux d'inflation moyen en Afrique sub-saharienne s'est établi à 7,9% contre 11,7% en 2006, après 9,8% en 2005 et 9,3% en 2004.

En Zone Franc, le taux de croissance a atteint 3,6% contre 3,0% en 2006, mais demeure largement inférieure à celle de l'Afrique subsaharienne (6,5%).

En Zone UEMOA, il s'est établi à 2,9%, essentiellement porté par le Bénin (4,2%), le Burkina (4,3%) et le Sénégal (5,8%). Le taux d'inflation a été contenu à 2,4% dans les pays de l'UEMOA après 2,3% en 2006, en dépit de la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques. Cette stabilité masque toutefois quelques tensions inflationnistes, observées en Guinée-Bissau et au Sénégal.

Dans le domaine des finances publiques, les recettes budgétaires ont progressé de 12,2%, représentant 17,9% du PIB contre 17% en 2006, tandis que les dépenses totales augmentaient de 13,2% pour représenter 23,6% du PIB contre 23,2% en 2006. Ces évolutions ont abouti à un déficit du solde budgétaire de base de 2% du PIB contre 1,9% en 2006.

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes s'est aggravé, en rapport avec la dégradation de la balance commerciale, les exportations, marquées par le repli des ventes de coton, d'or et de pétrole, enregistrant un recul de 5,8% tandis que les importations augmentaient de 5,2%.

Sur le plan monétaire, la masse monétaire a augmenté de 19%, en relation à la fois avec la hausse du crédit intérieur (+12,6%) et la consolidation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires (+20%).

En Zone CEMAC, l'activité économique a été soutenue, enregistrant un taux de croissance de 4,2% après 3,1% en 2006. Cette croissance est tirée d'une part, par la forte progression de la demande intérieure et d'autre part, le dynamisme du secteur tertiaire et la reprise du secteur secondaire.

Les tensions inflationnistes observées en 2006, se sont atténuées en 2007, affichant un taux d'inflation de 1,7% contre 5,3% en 2006 après 2,9% en 2005. Cette évolution a résulté de la bonne tenue de la production vivrière et de l'impact limité sur les prix des hydrocarbures à la pompe.

Evolution de quelques indicateurs économiques dans la Zone Franc (en %)				
	2004	2005	2006	2007*
Croissance du PIB				
Zone Franc	5	4,7	3,0	3,6
UEMOA	2,8	4,1	2,9	3,6
CEMAC	6,6	3,7	3,1	4,2
Comores	1,9	2,8	2,4	0,8
Taux d'inflation (en moy annuelle)				
Zone Franc	0,7	3,7	3,3	-
UEMOA	0,6	4,3	2,3	2,4
CEMAC	0,4	2,9	5,3	1,7
Comores	4,5	3,2	3,4	4,5
Solde du compte courant en % du PIB				
UEMOA	-4,2	-5,9	-4,2	-5,9
CEMAC	0,7	5,9	3,3	-0,6
Comores	-5,2	-6,4	-5,0	-6,8
Solde Budgétaire de Base/PIB **				
UEMOA	-0,7	-1,6	-2,1	-2,0
CEMAC	4,9	9,0	11,7	10,7
Comores	-1,4	0,3	-1,9	-1,9

Sources : données nationales, BDF, AFD, BCC, FMI *données provisoires,
 ** SBB = recettes totales hors dons - dépenses totales hors investissement financé sur ressources extérieures

S'agissant des finances publiques, les recettes budgétaires ont augmenté de 6,2%, représentant 29,6% du PIB comme en 2006, tandis que les dépenses publiques augmentaient de 8,3% pour représenter 20% du PIB, faisant ressortir le solde budgétaire de base à 10,7% du PIB contre 10,9% en 2006.

Dans le domaine des échanges extérieurs, le solde des transactions courantes est passé déficitaire, représentant 1,1% du PIB après un excédent de 2,6% en 2006, en liaison avec la détérioration de la balance des services et revenus, en dépit de l'amélioration de la balance commerciale.

La consolidation de la position extérieure nette (+28,2%) a tiré à la hausse la masse monétaire (+13,5%), alors que le crédit intérieur net enregistrait une baisse, en liaison avec le recul des créances sur les Etats.

Section III - Les institutions financières internationales

1.1 - Le Fonds Monétaire International (FMI)

Le volume des engagements du FMI envers les pays de la zone franc s'est élevé à 173 millions de DTS, après 177 millions de DTS en 2006, 187 millions DTS en 2005 et 515 millions de DTS en 2004.

Les décaissements, tous instruments confondus, se sont élevés à 78,5 millions de DTS après 55 millions de DTS en 2006 et 34,6 millions de DTS en 2005. Ces tirages représentent 35% des versements du FMI en Afrique subsaharienne, contre 27% en 2006 et 16% en 2005.

Au 31 décembre 2007, sur 41 pays éligibles à l'initiative PPTTE, 32 avaient atteint le point de décision (contre 30 en 2006), dont 22 le point d'achèvement (21 en 2006). En revanche, sur les 13 pays de la zone franc éligibles à l'initiative PPTTE renforcée, 10 ont atteint le point de décision (9 en 2006), et parmi ceux-ci 6 ont franchi le point d'achèvement.

En ce qui concerne les Comores, la dégradation de la situation politique au cours du 2nd semestre 2007, n'a pas permis d'avancer vers la conclusion d'un programme avec le FMI.

1.2 - La Banque Mondiale

Les engagements de la Banque mondiale en faveur des pays de la Zone Franc se sont élevés à près de 1,1 milliard de dollar, après 856 millions de dollars US en 2006. Toutefois, la part de la zone franc dans les engagements de la Banque en Afrique subsaharienne a fortement décliné passant de 25% en 2006 à 16% en 2007.

L'aide budgétaire n'a représenté que 23% des crédits accordés aux pays de la zone franc contre 39% en 2006. Les versements bruts en faveur des pays de la zone après avoir enregistré une baisse de plus de 40% en 2006, ont passé de 728 millions de dollars US en 2005 à 432 millions de dollars US en 2006, et s'établissant à 672 millions de dollars US en 2007, soit une hausse de 56% par rapport à 2006.

Pour les Comores, ces versements se sont élevés à 5 millions de dollars US l'année sous revue, après

Interventions de la Banque Mondiale dans les pays de la Zone Franc (en millions de dollars E.U.)							
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Engagements	703,0	663,8	571,1	794,7	412	856,2	1.082,3
Dont Aides-Projets	411,5	373,3	397,8	654,7	257	522,7	837,3
Dont Aides-Budgétaires	291,5	290,5	173,3	140	155	333,5	245
Décaissements	516,2	691,1	737,7	835	728	432	672

Source : Comité monétaire de la Zone Franc



2 millions de dollars US en 2006 et 3 millions de dollars US en 2005.

1.3 – La Banque Africaine de Développement (BAD)

Au niveau du groupe de la BAD, les opérations totales pour 2007 se sont élevées à UC 3,1 milliards contre UC 2,6 milliards en 2006, soit une hausse de 19% (1 UC = 1,08 euro au 31/12/2007).

Le guichet BAD a représenté 54% des approbations totales du Groupe contre 40% en 2006, tandis que le guichet FAD a enregistré une baisse, ne représentant plus que 45% des activités du Groupe contre 60% en 2006, en liaison avec la fin du cycle du FAD-10 (2005-2007).

Portant essentiellement dans les domaines de l'énergie et des transports, du secteur social, de l'eau et de

l'agriculture, les principaux instruments de financement ont été les prêts-projets (45%), les dons-projets ne représentant que 8% des approbations. En revanche, les opérations d'allègement de dette au titre de l'initiative PPTTE ont connu une forte contraction, passant de 258 millions d'UC en 2006 à 153 millions d'UC en 2007, soit 5% des approbations contre 10% en 2006.

L'Union des Comores, reconnue pays post-conflit par le conseil de la BAD du 27 juin 2007, a bénéficié à la suite de la conférence des bailleurs de fonds organisée à Paris en décembre 2007, d'un apurement de ses arriérés, grace notamment aux appuis financiers de la France et de l'Union Européenne. Cette opération a permis de lever les sanctions à l'encontre des Comores pour cause d'arriérés et d'autoriser la reprise des activités du groupe aux Comores, suspendues depuis 1993. □



Chapitre 2

La situation intérieure

La situation économique aux Comores a évolué en 2007 dans un environnement politique marqué par l'organisation et le déroulement des élections des présidents des îles autonomes à Ngazidja et à Mohéli, tandis que le report de celle d'Anjouan a débouché sur une crise politique entre le gouvernement de l'île d'Anjouan et celui de l'Union.

Le taux de croissance du PIB réel, initialement prévu à plus de 3%, a été revu à la baisse et n'atteindrait que 0,8%, contre 2,6% en 2006. En dépit de l'amélioration de la production agricole, les difficultés rencontrées par le secteur des BTP, paralysé par une longue pénurie de ciment, ainsi que la forte dégradation du réseau routier, ont eu un fort impact négatif sur la croissance.

En 2007, c'est le secteur de l'agriculture qui a essentiellement contribué à la croissance, représentant plus de 40% du PIB. Le secteur des BTP, pénalisé par les

pénuries du ciment, a vu sa part diminuer, revenant de 5,9% en 2006 à 5,2% en 2007, tandis que le secteur des transports a tiré la croissance à la baisse, avec une contribution négative de 0,2%, en liaison avec la dégradation du réseau routier.

Les chiffres définitifs fournis par la Direction de la Statistique affichent un taux d'inflation de 4,5% en 2007 contre 3,4% en 2006 et 3,2% en 2005. Cette évolution est expliquée par une inflation importée d'une part et par des hausses de prix alimentées par les pénuries observées de certains produits de base, notamment les denrées alimentaires importées (huile, riz, farine, ...).

La dépréciation du dollar par rapport à l'Euro a permis de limiter la hausse, en contribuant à la réduction du coût de revient des importations, notamment en provenance du Moyen-Orient, qui représente plus de 31% du total des importations.

Répartition du PIB par branche d'activité

(en millions F)

Branches	2005	2006	2007*	Contri. PIB(%)
Agriculture, pêche, forêts	61 833	65 254	67 874	40,8
Industrie manufacturière	6 125	6 441	6 780	4,1
Electricité, gaz, eau	2 408	2 767	2 676	1,6
Bâtiments et travaux publics	9 243	9 348	8 639	5,2
Commerce, hôtels, restaurants	38 120	42 361	45 830	27,6
Banques, Assurances, A.I et SRE	6 897	6 918	6 882	4,1
Transport et télécommunication	7 652	7 934	8 352	5,0
Administration publique.	21 253	21 409	22 534	13,6
Autres services	853	827	869	0,5
Production bancaire imputée (moins)	(3 908)	(3 996)	(4 206)	(2,5)
Produit Intérieur Brut(*)	150 476	159 264	166 229	100

Source : Commissariat Général au Plan, Direction de la Statistique

* Chiffres provisoires

Indice des prix à la consommation (Année de base 1999)						
	2002	2003	2004	2005	2006	2007*
Indice général	115,8	120,1	125,5	129,3	133,7	139,7
Taux d'inflation annuel (en %)	3,3	3,7	4,5	3,2	3,4	4,5

Sources: Direction de la Statistique,
* Chiffres provisoires

Cet effet change a permis de contenir la hausse des prix des produits énergétiques, la flambée des prix du pétrole observée sur les marchés internationaux n'ayant pas été répercutée sur les prix domestiques.

Section I - La production du secteur primaire

1.1 – Les produits de rente

La filière de la vanille traverse depuis 2003 une crise, essentiellement entretenue par des cours très bas observés au niveau international, impactant négativement sur les prix d'achat aux producteurs et sur la production.



En 2007, la production nationale est estimée à plus de 50 tonnes contre 75 tonnes en 2006, alors qu'elle atteignait plus de 150 tonnes dans les années 1990. Contrairement aux années antérieures, aucune structure de prix officiel n'a été adoptée en 2007, les prix se négociant de gré à gré, entre 700 et 800 FC le kilogramme pour la vanille verte et entre 5.000 et 5.500 FC le kilogramme pour la vanille préparée contre plus de 90.000 FC avant 2003.

Pour le girofle, la production, qui répond à un caractère cyclique, atteindrait cette année plus de 3.500 tonnes contre 2.500 tonnes en 2006 et 1.500 tonnes en 2005.

Le prix d'achat aux producteurs a enregistré de fortes fluctuations au cours de la campagne 2007. Il a débuté à 1.100 FC le kilogramme, pour atteindre 1.250 FC en fin de campagne, après un plancher de 750 FC, en relation avec les évolutions enregistrées sur les marchés extérieurs influencés par l'Indonésie. En effet, le prix de la tonne de girofle préparée à l'exportation a débuté à 3.600 euros la tonne pour finir à 3.150 euros, après un plancher de 1.950 euros en milieu de campagne.

Les Comores, premier producteur mondial d'essence d'Ylang-ylang, fournissent cinq qualités de produit : l'extra supérieur, l'extra, la première, la deuxième et la troisième.

En 2007, la production devrait atteindre 50 tonnes, niveau identique à celui observé ces deux dernières années. La politique tarifaire de vente au degré des essences produites, sauf pour la catégorie « troisième » qui est vendue au poids, semble positive pour la commercialisation de ce produit. Elle offre également un avantage aux opérateurs de la filière en termes de prix.

Le prix d'un degré a varié entre 1.000 et 1.700 FC contre une fourchette comprise entre 900 et 1.300 FC en 2006, tandis que les prix pour la troisième ont varié entre 12.800 et 22.100 FC le kilogramme contre une fourchette de 14.000 à 16.500 FC en 2006.

Production de rente (en tonnes)					
	2003	2004	2005	2006	2007*
Vanille (préparée)	110	60	65	75	50
Girofle	3 013	3 200	1 500	2 500	3 500
Ylang-ylang	40	35	50	45	50
Total	3 163	3 295	1 615	2 620	3 600

Source : Brigade vanille, Maison des épices, ajustement BCC.
* Chiffres provisoires

1.2 - La production alimentaire

Le secteur de l'agriculture, mobilise près de 80% de la population active et a représenté plus de 40% du PIB en 2007.



1.2.1 - Les cultures vivrières

Les améliorations observées en 2006 dans ce secteur se sont poursuivies cette année, réconfortant la diversification de la production vivrière.

La lutte biologique menée ces cinq dernières années contre l'aleurode, insecte qui attaquait les cocotiers a commencé à donner des résultats satisfaisants. La production de noix de coco, qui avait atteint une moyenne inférieure à 30% de sa capacité, a sensiblement augmenté pour atteindre 50% de cette capacité.

La production des féculents tels que le manioc, les taros, les patates douces, les pommes de terre et les bananes est restée identique à celle observée en 2006. Toutefois, des inquiétudes sont nées de la découverte d'un parasite qui détruit les cultures de taro. Les

Estimation des principales productions vivrières (en tonnes sauf précision)

Produits	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Riz (paddy)	2.934	2.924	2.914	2.904	2.893	2.883
Maïs	3.835	3.859	3.882	3.906	3.929	3.953
Tubercules	69.447	77.283	76.734	78.442	80.189	80.189
. manioc	54.876	55.624	55	56.265	57.559	58.883
. taro	9.137	9.293	9.451	9.612	9.775	9.941
. autres*	5.434	5.55	5.629	5.746	5.867	5.989
Légumineuses						
. ambrevades	8.535	8.695	8.859	9.026	9.196	9.369
. ambériques	321	328	334	341	347	354
. arachides	851	863	874	886	898	909
Bananes	60.891	61.779	59	61.036	63.782	67.609
Noix de coco (1.000u.)	76.821	52.127	39.793	40.503	40.7	40.9
Légumes						
. tomates	502	513	524	536	547	560
. pommes de terre	352	360	369	378	387	396
. autres légumes*	1.412	1.509	1.541	1.573	1.606	1.64
Fruits divers	3.409	3.465	3.521	3.578	3.636	3.696
Viandes**						
. volailles	130	182	169	208	187	n.d
. bovins	2.226	1.7	2.055	2.008	2.4	n.d
. ovins / caprins	380	450	551	392	458	n.d
Poissons	15.387	15.965	16	17.2	17	n.d
Lait	4.331	4.002	4.208	3.997	4.197	n.d
Œufs	320	520	935	1.135	1.341	n.d

Source : Ministère de la Production,

* Correction de la série depuis 2003, **Chiffres révisés par ACTIV (estimations), n.d : non disponible

prévisions laissent envisager une baisse de la production de l'ordre de 30% pour 2008.



Concernant les légumes, la production a enregistré une légère amélioration, avec une hausse moyenne de près de 2%, notamment pour les tomates, les oignons qui ont enregistré une augmentation supérieure à 2%, en relation avec les efforts menés par le Programme Régional pour la Protection des Végétaux (PRPV), qui s'est essentiellement attaché à la formation et à la professionnalisation des organisations paysannes, tout en les fournissant de nouvelles variétés de semences.

1.2.2 - L'élevage

Les inquiétudes apparues au 1^{er} semestre de l'année suite à la déclaration de cas de maladies sur les ruminants importés se sont atténuées. Le secteur se remet toutefois difficilement de la crise qui l'avait touché en 2004-2005. Des expérimentations d'élevage d'une race améliorée croisée, entre des bœufs locaux et celles d'une race de bœufs importés sont en cours à Mohéli et à Anjouan. Les 1^{ers} résultats sont attendus pour 2008.

1.2.3 - La pêche

La politique de développement des activités de la pêche est inscrite dans le cadre d'une gestion durable des ressources halieutiques. Dans cette perspective, la Commission de l'Océan Indien (COI) a défini une stratégie régionale qui a notamment permis la création, en avril 2007, d'un centre qui vise entre autres à mettre en place un système de surveillance intégrée des

embarcations de pêcheurs de la sous régions et à contrôler la mise en application des accords de pêche signés avec l'Union européenne.

Dans le cadre de la pêche industrielle, tous les mouvements des bateaux de pêche pénétrant les eaux territoriales des Comores sont surveillés en permanence par le Centre national de contrôle et de surveillance de pêche, inauguré en avril 2007 et placé sous l'autorité de la Direction nationale des ressources halieutiques (DNRH).

Ce dispositif est renforcé, depuis septembre 2007, par un autre programme de la COI, financé par l'Union européenne, qui instaure un plan de surveillance en mer, en mettant en commun les moyens humains, matériels et techniques des pays de la sous région. Ce programme a permis, en 2007, d'effectuer six contrôles de bateaux de pêche ayant pénétré les eaux territoriales comoriennes, et d'apprécier la légalité de leur activité.

La pêche est un des secteurs porteurs qui permettrait diversifier les produits d'exportation. La production observée ces trois dernières années a permis de répondre largement à la demande intérieure. Une nouvelle stratégie à l'exportation est envisagée et dont le premier objectif est la semi industrialisation du secteur, accompagnée d'un renforcement institutionnel, en vue d'un accroissement substantiel de la production pour l'exportation.



Section II - L'industrie, l'artisanat et les travaux publics

2.1 - L'industrie et l'artisanat



Le secteur industriel est limité à de petites et moyennes entreprises privées, dont l'activité repose essentiellement sur la transformation primaire des produits agricoles de rente et à trois entreprises publiques produisant de l'électricité (MAMWE, EDA) et de médicaments génériques (PNAC).

En 2007, la situation de la société nationale d'eau et d'électricité « MA-MWE » a enregistré une baisse de 10% de sa production d'énergie de 40,4 GWH à 36,3 GWH pendant que le nombre de ses abonnés augmentait de près de 22%, en relation avec alors que sa production d'électricité chutait de plus de 10%, passant. Cette évolution est expliquée par les travaux de réhabilitation et d'extension du réseau qui ont permis d'électrifier de nouvelles

régions, tandis que des pannes récurrentes des moteurs du centrale de VOIDJOU sont observés, en dépit des investissements réalisés pour leurs révisions.

La production d'eau a diminué de 13,5%, en raison essentiellement de la vétusté des équipements, en dépit des travaux de réhabilitations réalisés. En revanche, le nombre d'abonnés a augmenté de 7%, passant de 8.403 à 8.993, en liaison avec l'extension du réseau.

A Anjouan, la société d'électricité d'Anjouan (EDA) a enregistré une hausse de 13% du nombre de ses abonnés, et parallèlement, une hausse de 8% de la production a été observée. Les travaux de réhabilitation, d'extension et d'entretien du réseau ont contribué à cette amélioration.

La Pharmacie Nationale Autonome des Comores (PNAC) est une entreprise publique produisant des médicaments génériques à base de matières premières importées.

La PNAC dispose d'un centre de production, de trois dépôts régionaux et de sept points de vente, et emploie 87 agents. Afin d'améliorer ses ressources financières, la société envisage d'élargir sa gamme de produits, tout en veillant à garantir la qualité des médicaments.

En 2007, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 551 millions FC, en baisse de 9% par rapport à l'activité de l'année 2006. La production locale, qui représentait 20% des ventes, n'a rapporté que 79 millions FC en 2007



contre 112 millions FC et 123 millions FC, respectivement en 2006 et 2005. Cette baisse de sa part de marché peut être expliquée par le développement d'un marché illégal parallèle de commercialisation de produits pharmaceutiques.

2.2 - Les travaux publics

Les travaux publics sont structurés autour de la Direction Nationale des Travaux Publics, de l'Eau et de l'Energie (DNTPEE), créée en 2003. Les activités du secteur du BTP sont coordonnées essentiellement par le Fonds d'Appui au Développement Communautaire (FADC), un projet financé par la Banque Mondiale, pour les travaux de construction de routes, d'écoles et d'adduction d'eau.

Ce projet est actuellement dans sa troisième phase, entamée depuis octobre 2004 et finance cinq composantes essentielles :

- les « infrastructures de base communautaires » (IDB) visant à la réhabilitation et à la construction de pistes rurales, d'écoles, de citernes...etc dans des communes défavorisées, préalablement sélectionnées ;
- le « renforcement des capacités communautaires » (RCC), en matière de mise en œuvre de politique de développement ;
- les « services de santé », visant la formation de personnel médical à l'étranger et la mise en place d'un

programme de renforcement et de maintenance d'équipements médicaux dans diverses structures sanitaires ;

- l'« adduction d'eau en milieu urbain », en vue d'améliorer la qualité et la quantité d'eau potable dans les centres urbains, notamment à Anjouan et à Mohéli ;
- le « suivi-évaluation et gestion du projet », destiné à mettre en place un nouveau système qui implique à la fois les techniciens et les responsables du FADC, les organismes partenaires (ONG, médias) et les communautés bénéficiaires dans une démarche participative.

En 2007, sur un budget prévisionnel de 1.954 millions FC, les décaissements effectifs se sont élevés à 1.867 millions FC, représentant 96% des capacités de tirage contre 92% et 88% en 2006 et 2005 et répartis comme suit :

- > 751 millions FC pour les IDB ;
- > 127 millions FC en RCC ;
- > 64 millions FC pour les activités de santé ;
- > 590 millions FC en adduction d'eau urbaine ;
- > 255 millions FC en gestion du projet et suivi-évaluation ;
- > 79 millions FC pour le Cadre de mise en œuvre du projet.

Production d'électricité et d'eau						
Electricité	Nombre d'abonnés			Production (GWH)		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007
Grande-Comore	20.634	22	27.105	38	39,481	34,843
Anjouan*	8.376	9.873	11.164	8,6	9,7	10,5
Mohéli	1.477	2.019	2.13	0,908	0,943	1,467
Total	30.487	33.892	40.399	47,5	50,1	46,8
Eau	Nombre d'abonnés			Production (millions de M3)		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007
Grande-Comore**	4.565	8.403	8.993	3,1	3,8	3,3

Source : MA-MWE
 * :Source EDA (Electricité d'Anjouan), ** : La seule île possédant un réseau de distribution d'eau potable.

Ventilation du nombre d'arrivées selon le motif					
Motivations	2003	2004	2005	2006	2007*
Tourisme de loisir	3.909	4.104	4.655	5.120	5.376
Affaires économiques	4.114	4.320	4.913	5.404	5.674
Visites familiales	11.315	13.578	14.999	16.198	16.521
Autres (y compris transit)	1.234	1.296	1.293	1.793	1.829
Total	20.572	23.298	25.860	28.515	29.400

Source : Direction Nationale du Tourisme, ajustements BCC. * : chiffres provisoires.

Section III - Les services

3.1 - Le tourisme

Le secteur du tourisme demeure encore sous exploité, eu égard aux potentialités naturelles que présente les Comores.

Les manifestations d'intérêts commencent à se matérialiser, avec la pose symbolique de la première pierre pour la construction d'un village touristique au nord de la Grande-Comore et la vente du complexe hôtelier à un groupe de réputation mondiale.

Après la destruction du Galawa, la capacité d'hébergement s'est fortement réduite avec moins de 250 chambres. Le taux d'occupation des chambres est en moyenne de 40%, clientèle essentiellement constituée des missions d'institutions politiques et financières.

Les flux des arrivées sur le territoire national en 2007 sont estimés à 29.400 contre 28.515 en 2006. Les « visites familiales » représentent l'essentiel des arrivées avec 16.198 entrées, en légère hausse de 2% par rapport à 2006. Le poste « autres arrivées » a été consolidé, en relation avec la mission de l'Union Africaine de sécurisation des élections des présidents des îles autonomes.

3.2 - Les Télécommunications

La Société Nationale des Télécommunications, « Comores Télécom », a de nouveau enregistré une croissance de ses principales activités.



Un an après la mise en place du réseau CDMA, qui a permis d'élargir les zones de couverture en matière de télécommunication, le nombre d'abonnés à ce service est passé de 1.984 en 2006 à 3.432 en 2007 (+73%).

Le nombre d'abonnés à Internet s'est élevé à 2.570 (+47,4%), avec une préférence, pour les nouvelles souscriptions, à Internet CDMA, qui offre un débit assez élevé par rapport réseau fixe RTC.

S'agissant du réseau fixe, le nombre d'abonnés a progressé de 7,4% pour atteindre 22.590 clients. Cette faible croissance est expliquée par la préférence manifestée par la clientèle au réseau mobile, signe d'un changement de comportement en matière de télécommunication.

Les investissements réalisés en vue d'élargir le champ de couverture des communications du réseau mobile a permis de multiplier par deux le nombre d'utilisateurs de téléphonie mobile en 2007, qui s'est élevé à 65.542, soit plus du double du réseau fixe (RTC et CDMA). □



Chapitre 3

Les échanges extérieurs

Section I - Le commerce extérieur

En 2007, le déficit du commerce extérieur des Comores s'est établi à un nouveau record de 44,7 milliards FC après 41,1 milliards FC en 2006. Toutefois, l'augmentation de la valeur des exportations a permis d'améliorer le taux de couverture des importations de 9% en 2006 à 10% en 2007, après 12,2% en 2005.

1.1 - Les Exportations

La valeur des exportations a enregistré un bond de 21%, s'établissant à 4,9 milliards FC en 2007 contre 4,1 milliards FC en 2006.

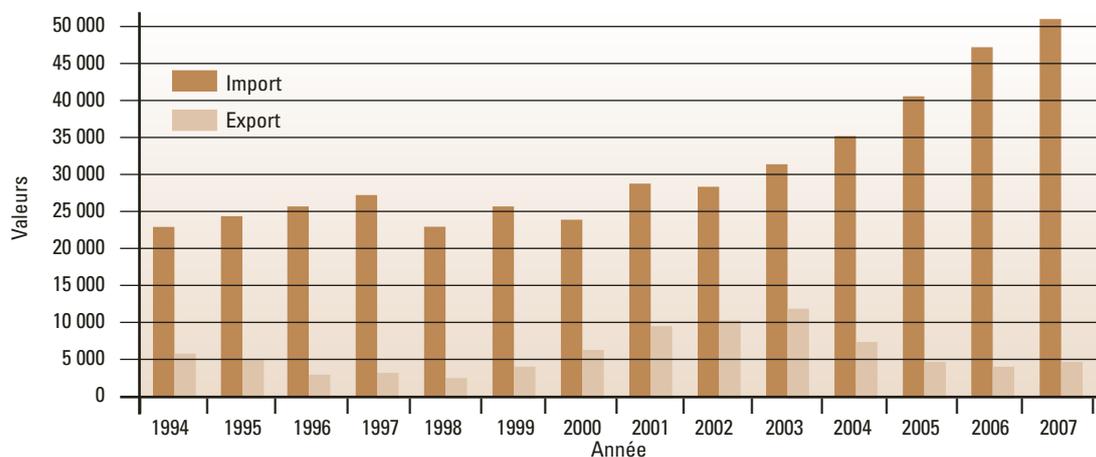
Le girofle a constitué le principal produit exporté et générateur de revenus, représentant 58% du total des recettes des exportations. Bénéficiant d'une demande vigoureuse, les quantités exportées ont rapporté 2,9 milliards FC contre 2,1 milliards FC en 2006.

La valeur des exportations de vanille a atteint 1,2 milliard FC, après 1 milliard FC en 2006, montant largement inférieur aux 3,4 milliards FC réalisés en 2004, confirmant en effet la persistance de la crise que connaît ce secteur depuis 2004, marquée par une forte baisse de la demande mondiale, accompagnée d'un effondrement des prix à l'exportation. Dans ce nouveau contexte mondial difficile, les opérateurs s'y sont adaptés, évitant de ce fait la situation qu'a connue le secteur après la dévaluation monétaire de 1994, marquée par un effondrement des exportations.



Les exportations d'ylang-ylang ont été paralysées par la situation politique qu'a connu Anjouan, Ile qui concentre l'essentiel de la production des essences d'Ylang-Ylang.

Evolution des échanges extérieurs



COPYRIGHT DESIGN
PRÉCIGRAPH LTD

Evolution des exportations des Comores (années 2005 à 2007)							
Produits	Quantités (tonnes)			Valeurs (millions FC)			Var (val) 7-Jun en %
	2005	2006	2007*	2005	2006	2007*	
Vanille	78	60	74	1 343	1 009	1 274	26
Girofle	1 500	1 670	2 722	2 059	2 054	2 866	40
Ylang-ylang	40	40	31	1 000	913	711	-22
Autres essences	0,3	0,1	0,1	87	54	54	-
Autres produits	170	687	687	268	60	60	-
Total	1 788	2 457	3 514	4 757	4 089	4 964	21

Source : Direction Générale des Douanes, *Chiffres provisoires, estimations BCC

Evolution des importations des Comores (années 2005 à 2007)							
Produits	Quantités (tonnes)			Valeurs (millions FC)			Var (val) 7-Jun en %
	2005	2006	2007*	2005	2006	2007*	
Riz	33 499	32 137	38 281	4 504	4 037	5 871	45
Viande, poisson	5 132	4 995	5 116	3 778	3 044	3 359	10
Farine	4 757	5 475	5 204	962	891	939	5
Sucre	4 963	5 537	4 026	904	1 361	950	-30
Produits laitiers	1 329	1 958	1 489	837	1 154	902	-22
Produits pharmac.	149	197	204	652	700	549	-22
Tissus confection	564	1 162	898	424	703	751	7
Produits pétroliers	47 042	55 132	35 837	8 395	9 888	10 649	8
Ciment	55 868	66 823	41 508	2 686	3 129	2 432	-22
Véhicules	2 176	2 169	2 540	2 245	2 944	2 989	2
Fer, fonte, acier	3 294	6 673	3 167	1 032	2 763	1 133	-59
Autres produits	15 948	20 697	26 679	12 622	21 681	19 191	32
Total	174 721	202 955	164 949	39 041	45 189	49 716	10

Source : Direction générale des douanes, *Chiffres provisoires, estimations BCC

1.2 - Les Importations

Après une hausse de 16% observée en 2006, la valeur des importations a augmenté de 10% en 2007. La baisse des importations de ciment et des autres matériaux de construction a été largement compensée par l'augmentation de la valeur des importations de riz et des produits pétroliers, qui ont énormément pesé sur l'accroissement de la valeur totale des importations.

Concernant le riz, la substitution observée ces dernières années du riz « ordinaire » au profit du riz de « luxe » s'est encore confirmée en 2007, expliquant la hausse de la valeur des importations de ce produit.

L'envolée des cours du pétrole sur les marchés internationaux a eu un impact sur l'augmentation de la valeur des importations de ce produit, s'élevant à 10,6 milliards FC contre 9,9 milliards FC en 2006, alors que les

quantités importées ont diminué de 35%, en relation avec la baisse de la consommation.

En revanche, les quantités commandées de ciment ont sensiblement diminué par rapport à 2006, en raison d'une part du caractère exceptionnel du volume enregistré l'année précédente, et d'autre part, des difficultés observées pour l'approvisionnement et le financement de certaines opérations d'importation de ce produit.

Cette baisse a eu des effets négatifs sur les importations des autres matériaux de construction, qui ont accusé une baisse de 53% en volume et de 59% en valeur.

Section II - La balance des paiements

Depuis l'exercice 2003, la balance des paiements est élaborée selon la méthodologie du 5^{ème} manuel du FMI.

En 2007, les données provisoires de la balance des paiements affichent une détérioration du compte des transactions courantes, le déficit s'établissant à 7,2% du PIB nominal contre 5% en 2006. Cette évolution s'explique essentiellement par la détérioration de la balance commerciale, malgré la réduction du solde négatif des services et la consolidation des revenus et des transferts courants.

Le compte des capitaux s'est amélioré du fait de la consolidation des financements internationaux et de la hausse des investissements étrangers, entraînant une consolidation de la position extérieure.

2.1 – Le compte des transactions courantes

2.1.1 Biens

Les échanges de biens se divisent en cinq postes, les Marchandises générales, les Biens importés ou exportés pour transformation, les Réparations de biens, les Achats de biens dans les ports par les transporteurs et l'Or non monétaire.

Les échanges de marchandises, en données douanières Fob, ont présenté un déficit de 40,5 milliards FC en 2007 contre 34,3 milliards FC en 2006, soit une hausse de 18,2%.

La valeur des exportations a augmenté de 14,6%, s'élevant à près de 6 milliards FC en 2007 contre 5,2 milliards FC un an plus tôt. Cette évolution est imputable au bon comportement du marché du girofle et à la résistance du secteur de la vanille face à la crise.

En revanche, la détérioration des échanges de marchandises a résulté de l'augmentation de 17,7% de la valeur Fob des importations, notamment de riz et de produits pétroliers.

2.1.2 - Services

Les échanges de services regroupent les Transports, les Voyages, les services de communication, les Services de construction, les Services d'assurance, les Services financiers (autres qu'assurances), les Services informatiques et d'information, les Redevances et droits de licence, les Autres services aux entreprises, les Services personnels, culturels et récréatifs, et les Services fournis ou reçus par les administrations publiques.

Le déficit des échanges de services a enregistré une hausse de 6,6% en 2007, s'établissant à 3,4 milliards FC contre 3,2 milliards FC en 2006.

Le poste « Transports » a enregistré un creusement de son déficit de l'ordre de 4,4%, en rapport avec l'accroissement des mouvements débiteurs relatifs à l'augmentation du fret et à l'émission des billets de voyage, malgré une légère amélioration des recettes d'assistance au sol.

Le poste « Voyages » a également vu son solde positif diminuer de 12,6% par rapport à l'année dernière, en liaison avec l'augmentation des dépenses effectuées à l'étranger.

Les « Services de communication » ont en revanche enregistré une forte amélioration de leur solde positif de 35,5%, atteignant presque 5 milliards FC après 3,7 milliards FC en 2006.

Les « Services fournis ou reçus par les administrations publiques » ont par contre enregistré une baisse de près de 6% par rapport à 2006, les dépenses des organismes

diplomatiques installés aux Comores ayant diminué de 2,2%, tandis que celles de l'Etat comorien pour le fonctionnement de ses ambassades à l'étranger ont augmenté de 9,7%.

2.1.3 – Revenus

Les revenus se subdivisent en deux postes, les Rémunérations des salaires et les Revenus des investissements.

Le solde créditeur du poste « *Revenus des investissements* » s'est consolidé en 2007, s'établissant à 716 millions FC contre 163 millions FC en 2006.

Les bénéficiaires nets des investissements étrangers aux Comores et les intérêts payés sur la dette extérieure notamment ont enregistré une hausse de 3,1%, tandis que les revenus des placements à l'étranger ont augmenté de près de 45% par rapport à 2006.

2.1.4 - Transferts courants

Constituant le premier poste de ressources du compte des transactions courantes, les transferts courants enregistrent notamment l'apport en capitaux des comoriens non-résidents transitant par le système financier et ceux échangés directement auprès des guichets des banques et des établissements financiers.

En 2007, le solde créditeur des transferts privés s'est accru de 6,4%, représentant 17% du PIB nominal contre 16,6% en 2006. Cette évolution est à mettre en relation avec l'augmentation des entrées de devises, notamment celles achetées par les établissements financiers.

Le "Secteur public" a bénéficié des dons financiers équivalents à ceux enregistrés en 2006, évalués à près de 2,9 milliards FC.

2.2 – Le compte de capital et d'opérations financières

2.2.1 - Compte de Capital

Le compte de capital se subdivise en Transferts de capital et en Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits.

Ce compte, qui enregistre le financement des projets de développement par les organismes internationaux, est habituellement excédentaire.

En 2007, son solde positif s'est établi à 10,8 milliards FC après 7,2 milliards FC en 2006, soit une hausse de près de 50%.

Il est à noter que les opérations d'acquisitions et cessions d'actifs non financiers ont dégagé un solde positif de 161 millions FC.

2.2.2 - Compte des opérations financières

Le compte financier regroupe les Investissements directs, les Investissements de portefeuille, les Produits financiers dérivés, les Autres investissements et les Avoirs de réserve.

Le solde du compte financier s'est à nouveau dégradé, présentant un déficit de 24 millions FC contre un surplus de 669 millions FC en 2006, après près de 3 milliards FC en 2005.

La plus grande évolution a été observée au niveau des investissements directs, les investissements de portefeuille restant stables sur la période. En effet, de nouvelles sociétés sont venues s'installer au cours de l'année, les plus importantes étant une société pour la manutention du port (Gulf Com), une banque commerciale (Exim-Bank) et la reprise d'un grand hôtel (Royal It-sandra).

Les autres investissements ont enregistré à la fois une baisse des avoirs et une hausse des engagements, dégageant un solde positif de 2,1 milliards FC contre un déficit de 568 millions FC en 2006.

Les avoirs de réserve ont en revanche enregistré une forte hausse, en liaison avec la hausse de près de 14% des avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale. □

Balance des paiements des Comores (en millions FC)					
	2003	2004	2005	2006	2007*
Compte des transactions courantes	- 8 020	- 7 536	- 9 678	- 8 005	- 12 022
Biens	- 15 193	- 22 729	- 30 927	- 34 288	- 40 524
Crédit	13 082	8 243	5 691	5 221	5 981
Débit	- 28 275	- 30 972	- 36 618	- 39 509	- 46 505
Services	- 2 760	- 2 059	- 1 227	- 3 181	- 3 392
Crédit	13 079	14 321	16 899	18 358	19 707
Débit	- 15 839	- 16 380	- 18 126	- 21 539	- 23 099
Revenus	- 1 282	- 855	- 427	163	716
Crédit	1 780	1 115	966	1 321	1 911
Débit	- 3 062	- 1 970	- 1 393	- 1 158	- 1 195
Transferts courants	11 215	18 107	22 903	29 301	31 178
Crédit	15 592	24 655	31 185	37 692	39 956
Débit	- 4 377	- 6 548	- 8 282	- 8 391	- 8 778
Compte de capital et d'opérations financières	7 890	7 111	8 837	7 909	10 799
Compte de Capital	3 147	3 836	5 868	7 240	10 824
Crédit	3 147	3 836	5 868	7 240	10 827
Débit	0	0	0	0	- 3
Transferts de capital	3 147	3 836	5 868	7 240	10 663
Crédit	3 147	3 836	5 868	7 240	10 663
Débit	0	0	0	0	0
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0	0	0	0	161
Crédit	0	0	0	0	164
Débit	0	0	0	0	- 3
Compte des opérations financières	4 743	3 275	2 969	669	- 24
Investissements directs	346	266	221	324	2 704
A l'étranger (par des résidents)	0	0	0	0	0
Dans l'économie déclarante (par des non-résidents)	346	266	221	324	2 704
Investissements de portefeuille	- 5	- 8	- 10	- 10	- 10
Avoirs	- 5	- 8	- 10	- 10	- 10
Engagements	0	0	0	0	0
Autres investissements	3 466	2 740	1 123	- 568	2 136
Avoirs	1 041	1 515	- 996	- 2 920	489
Engagements	2 425	1 225	2 119	2 352	1 647
Avoirs de réserve	936	278	1 635	923	- 4 854
Or monétaire	1	3	- 33	- 12	- 23
Droits de tirages spéciaux	15	0	0	- 4	0
Position de réserve au FMI	29	0	- 9	12	0
Devises étrangères	890	180	1 682	921	- 4 833
Autres créances	1	95	- 5	6	- 2
Erreurs et omissions nettes	130	424	841	96	1 223

Source : Banque Centrale des Comores
* Chiffres provisoires
La balance des paiements, depuis 2003, est élaborée selon la méthodologie du 5^{ème} manuel du FMI. Des modifications importantes sont intervenues par rapport à la méthodologie qui était en vigueur.



Chapitre 4

La situation financière et monétaire

Section I - Les Finances Publiques

Dans un contexte de crise politique entre l'Union et l'Ile d'Anjouan, une Loi des finances rectificative a été adoptée le 30 mai 2007 par l'Assemblée de l'Union des Comores. Elle a projeté les recettes intérieures à 27,9 milliards FC contre 25,9 milliards FC initialement, dont 26,7 milliards FC de recettes à partager.

Les modalités de répartition des recettes entre l'Union et les Iles autonomes sont définies relativement aux quotes-parts des recettes à partager comme suit:

- Union : 37,5%
- Grande-Comore : 27,4%
- Anjouan : 25,7%
- Mohéli : 9,4%

1.1 - L'exécution du budget 2007

L'exécution du budget 2007 a été confrontée à une crise politique entre les autorités de l'Union et celles d'Anjouan, conjuguée à un net ralentissement de l'activité économique. Cette situation s'est traduite par

une baisse des recettes intérieures, qui se sont établies à 21,2 milliards FC (-2%), largement en deçà des prévisions, pendant que les dépenses courantes augmentaient, passant de 22,2 milliards FC en 2006 à 23,6 milliards FC en 2007.

Avec 16,7 milliards FC, les recettes fiscales sont en recul de 3,4% par rapport à 2006, expliquée essentiellement par la baisse des recettes douanières. Les recettes tirées du commerce international, constituant le premier poste générateur de ressources fiscales du pays, ont accusé une baisse de plus de 2 milliards FC, pour revenir à 6 milliards FC, en dépit du renchérissement de la facture des importations.

Cette contre-performance est en partie liée aux difficultés rencontrées pour intégrer les données douanières d'Anjouan au cours de l'année sous revue, sans pour autant écarter l'impact induit par la taxation forfaitaire des conteneurs, instaurée depuis 2005, mais aussi les conséquences des ruptures occasionnelles de produits à forte consommation, tels que le riz et le ciment.

Recettes budgétaires de l'Etat (en millions FC)			
	2005	2006	2007*
Recettes fiscales	17.797	17.26	16.678
<i>Dont</i> : Impôts sur les revenus et les bénéfices	3.305	7.759	6.315
TC et assimilées	1	840	1.861
Commerce international	10.989	8.305	5.972
Recettes non-fiscales	6.175	4.295	4.482
<i>Dont</i> : Recettes des services	2.281	1.678	2.239
Total des recettes	23.972	21.555	21.16
<i>Sources : Ministère des Finances, FMI</i>			
<i>* Chiffres provisoires</i>			

Dépenses courantes primaires de l'Etat (en millions FC)			
	2005	2006	2007*
Traitements et salaires	12.872	13.205	15.052
Biens et services	5.16	5.568	5.327
Transferts	2.879	3.392	3.217
Total des dépenses	20.911	22.165	23.596
<i>Sources : Ministère des Finances, FMI</i>			
<i>* Chiffres provisoires</i>			

Les recettes non fiscales sont restées stables à 4,3 milliards FC, essentiellement constituées des dividendes des sociétés.

Les dépenses courantes se sont élevées à 23,6 milliards FC, en hausse de 6,5% par rapport à l'année 2006. La masse salariale a constitué à elle seule 64% des dépenses courantes de l'Etat, en hausse de 1,8 milliard FC par rapport à l'exercice 2006, et a absorbé 71% des recettes intérieures de l'Etat, contre 61% en 2006.

Le ratio de la masse salariale sur recettes fiscales, un des critères de convergence des pays africains de la Zone franc, a atteint 90,2% pour une norme inférieure ou égale à 35%.

Le paiement des intérêts de la dette intérieure et extérieure s'est élevé à 778 millions FC.

1.2 - Les opérations financières consolidées de l'Etat et des Administrations Publiques

L'ensemble des opérations financières de l'Etat (Administration Centrale) et des Institutions Publiques (Gouvernorats, Fonds Routier, Caisse de Retraite) sont représentées dans le tableau ci-après. Ces opérations budgétées ou non, incluent celles concernant la dette extérieure ainsi que celles de l'assistance technique, financière et matérielle reçue sous forme de dons ou de prêts.

Le solde primaire a enregistré un déficit de 3,7 milliards FC contre 1,9 milliard FC en 2006. Cette détérioration est expliquée par la hausse des dépenses financées sur ressources intérieures (+6%) pendant que les recettes intérieures ont diminué (-2%).

Les dons extérieurs ont augmenté de plus de 60% et ont représenté 37,6% des recettes totales, contribuant substantiellement à la réduction du déficit du solde global base caisse, qui passe de 2,6 milliards FC en 2006 à 210 millions FC en 2007.

Le financement de ce déficit est marqué par une variation négative du financement extérieure net, caractérisée par la baisse simultanée des tirages sur prêt et des arriérés en principal tandis que l'amortissement de la dette est resté stable à 2 milliards FC.

Le financement intérieur est essentiellement non bancaire à hauteur de 77% contre 22% en 2006, en relation avec la baisse de la variation net du financement bancaire.

1.3 - Les prévisions budgétaires pour l'année 2008

La loi de finances pour l'exercice budgétaire 2008 a arrêté les recettes intérieures à 24,7 milliards FC, dont 22,6 milliards FC de recettes à partager entre les différentes entités de l'Union des Comores, conformément aux mêmes quotes-parts qu'en 2007.

Les ressources extérieures, constituées de dons, sont estimées à 9,2 millions FC et sont affectées aux projets sur financement extérieur et à l'assistance technique.

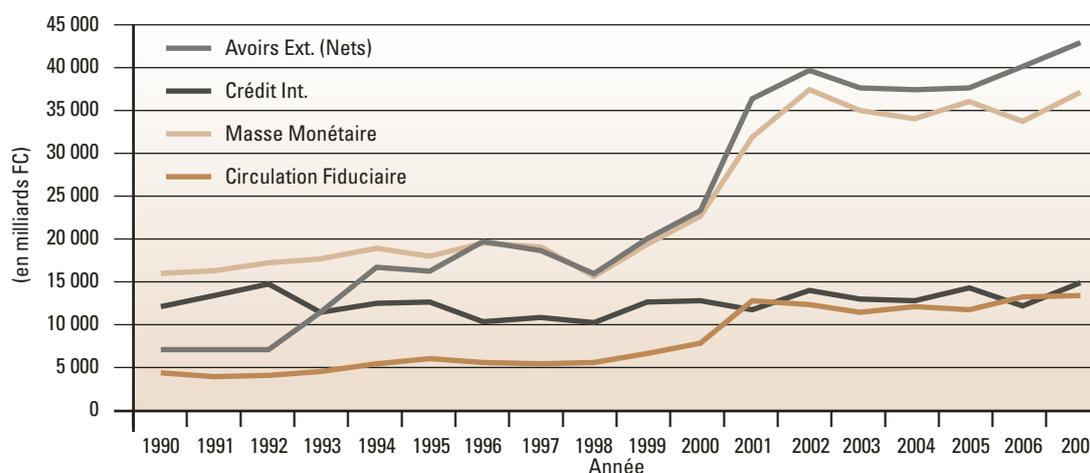
Les soldes, primaire et global base engagement enregistreraient respectivement 809 millions FC et 4,6 milliards FC de déficit contre des déficits de 3,8 milliards FC et 3,4 milliards FC en 2007.

Le retour de l'Ile d'Anjouan dans la légalité institutionnelle depuis juin 2008 devra permettre une reprise nor-

Tableau des opérations financières consolidées de l'Etat et des Administrations publiques (en millions FC)			
Rubriques	2005	2006	2007*
Recettes totales (dons inclus)	30.509	29.533	33.945
Recettes intérieures			
Recettes fiscales	23.972	21.555	21.16
Recettes non fiscales	17.797	17.259	16.678
Recettes exceptionnelles	6.175	4.296	4.482
Dons extérieurs	6.537	7.978	12.785
Aides (budgétaire et non budgétaire)	669	738	2.122
Financement de projet (y compris assist. tech., autres dons)	5.868	7.24	10.662
Dépenses totales et prêts nets	30.425	33.599	37.272
Dépenses courantes	23.523	25.766	26.998
Dépenses courantes primaires	20.911	22.165	23.596
Personnel	12.872	13.205	15.052
Biens et services	5.16	5.568	5.327
Transferts	2.879	3.392	3.217
Intérêts sur la dette (intér.et extér.)	1.182	1.144	778
(Dont extérieure)	-1048	-926	-610
Autres dépenses (y.c assist.tech. hors projet)	1.431	2.457	2.624
Dépenses exceptionnelles	6.902	7.832	10.274
Dépenses en capital	1.411	1.25	1.227
Financées / ressources intér. (budgétaires)	5.491	6.182	7.669
Financées/ressources ext.(dons, emprunts)	-	401	1.378
Financées/ fonds de contrepartie	-	-	-
Prêts nets			
Solde primaire (hors dons)	1.65	-1.86	-3.662
Solde global base engagement (dons inclus)	83	-4.065	-3.327
Dons exclus	-6.453	-12.043	-16.112
Arriérés	-272	1.436	3.116
Intérêt sur dette extérieure	542	413	88
Sur dette intérieure	-814	1.023	3.028
Repaiement d'arriérés	-548	-	-
Solde Global (base caisse)	-737	-2.629	-210
Dons exclus	-7.273	-10.607	-12.995
Financement	1.117	2.691	135
Extérieur (net)	-163	445	-478
Tirages sur prêts	1.054	1.399	1.009
Amortissement de la dette	-2.152	-2.024	-2.055
Financement exceptionnel	-	-	-
Variation des arriérés (en principal)	935	1.07	568
Intérieur (bancaire et non bancaire)	1.279	2.247	614
Ecarts de financement	-380	-63	75

Sources : Ministère des Finances, BCC, FMI
* Chiffres provisoires

Evolution de la Masse monétaire et de ses contreparties



male du fonctionnement du mécanisme de répartition des recettes entre les différentes entités de l'Union des Comores.

Dans le même ordre, l'apurement fin 2007 des arriérés auprès de la Banque africaine de développement (BAD) pour un montant de 32 millions USD, soit près de 11 milliards FC, laisse augurer, pour l'année 2008, de meilleures perspectives pour la conclusion d'un programme FRPC avec le FMI, tout en réduisant le poids de la dette publique qui passe de 87,2% en 2006 à 67% en 2007. Le pays pourrait, dans un premier temps, bénéficier d'un financement du FMI, sous forme d'aide d'urgence post conflit pour une période de 6 mois. Ce soutien financier est conditionné à la bonne exécution d'un programme de référence.

Section II - La situation monétaire

A fin 2007, la masse monétaire s'est établie à 36,1 milliards FC, en hausse de 8,1% par rapport à 2006. Cette progression est expliquée par l'augmentation des avoirs extérieurs nets (+6%) et surtout du crédit intérieur net (+16%), entraînant un recul du taux de couverture de la masse monétaire par les avoirs extérieurs nets, qui passent de 119% en décembre 2006 à 117% en décembre 2007.

Comme en 2006, les réserves de changes couvrent 11 mois d'importations de biens.

2.1 - La masse monétaire

Toutes les composantes de la masse monétaire ont évolué à la hausse. L'agrégat de **Monnaie** a enregistré une hausse de 3,9%, s'établissant à 25,6 milliards FC contre 24,7 milliards FC en décembre 2006, parallèlement à l'accroissement de la circulation fiduciaire (+5,7%) et des dépôts à vue (+1,8%).

Après une stabilité durant le premier semestre, la circulation fiduciaire a enregistré un rebond de plus de 2 milliards FC entre juin et août 2007, en liaison avec la hausse des achats de devises, évalués à 7,4 milliards FC pendant cette période. En revanche, son poids dans le total de la masse monétaire a légèrement baissé, revenant de 38,2% en décembre 2006 à 37,4% en décembre 2007, et celui des dépôts à vue de 35,7% à 33,6% dans la même période.

Les dépôts à vue ont connu une progression modérée (+1,8%), poussés uniquement par la hausse des dépôts à la Banque Centrale (+1 milliard FC) pour s'établir à 2,7 milliards FC en décembre 2007, pendant que les dépôts auprès de la banque commerciale reculaient de près de 9%.

La **quasi-monnaie** a consolidé sa part dans le total de la masse monétaire, en enregistrant une hausse de plus de 20% de décembre 2006 à décembre 2007, pour atteindre 10,5 milliards FC en décembre 2007 contre 8,7 milliards FC en décembre 2006.

Evolution de la masse monétaire					
Masse monétaire (en millions FC)	Déc. 2005	Déc. 2006	Juin 2007	Déc. 2007	Variation 07-06 en %
Monnaie	25.383	24.673	24.119	25.626	+3,9
Circulation fiduciaire	11.456	12.76	12.747	13.493	+5,7
Dépôts à vue	13.927	11.914	11.372	12.132	+1,8
Banque centrale	2701	1.715	1.292	2.775	+61,8
Trésor	400	400	400	400	-
Banque commerciale	10.826	9.799	9.68	8.957	-8,6
Quasi-monnaie	10.069	8.714	11.154	10.481	+20,3
Compte sur livret et à terme	7.47	7.595	7.573	7.286	-4,1
Compte d'épargne logement	350	413	440	474	+14,8
Autres	2.248	706	3.14	2.72	+285,3
Total de la masse monétaire	35.452	33.388	35.273	36.106	+8,1

Source : Banque Centrale des Comores, DESB

Les comptes sur livret ont confirmé la stabilité observée depuis 2005, s'établissant à 7,3 milliards FC, tandis que les fonds affectés et les dépôts restrictifs ont

retrouvé leur niveau de décembre 2005, en atteignant 2,7 milliards FC en décembre 2007 contre 706 millions FC en décembre 2006.

Evolution des contreparties de la masse monétaire					
Contreparties (en millions FC)	Déc. 2005	Déc. 2006	Juin 2007	Déc. 2007	Variation 07-06 en %
Avoirs extérieurs (nets)	37.442	39.758	39.923	41.727	5
Banque centrale	35.762	34.921	35.112	39.67	+13,6
Banque commerciale	1.68	4.837	4.812	2.057	-57,5
Crédit intérieur	13.83	12.711	12.745	15.07	+18,6
Créances sur l'Etat (Adm. Cent)	3.468	3.22	3.491	5.092	+58,1
Créances brutes	5.157	6.177	5.636	6.291	+1,8
Dépôts de l'Etat (-)	1.689	2.958	2.145	1.199	-59,5
Crédit à l'économie	10.362	9.491	9.255	9.978	+5,1
Secteur public	104	57	268	97	+70,1
Secteur privé	10.258	9.434	8.986	9.881	+47,4
Autres postes nets	-15.82	-19.081	-17.396	-20.691	+8,4
Total des contreparties	35.452	33.388	35.273	36.106	+8,1

Source : Banque Centrale des Comores, DESB

2.2 - Les contreparties de la masse monétaire

Les **avoirs extérieurs nets** ont cru de 4,9%, après 6,2% en 2006, pour atteindre 41,7 milliards FC en décembre 2007 contre 39,8 milliards FC en décembre 2006, en relation essentiellement avec l'amélioration des réserves de change de la Banque Centrale, en dépit de la diminution de la position extérieure nette des autres banques.

En effet, les réserves de la Banque Centrale ont augmenté de 13,6%, soutenues par la consolidation des achats de devises et des dons extérieurs que l'Etat a bénéficié en 2007. En revanche, la position extérieure nette des autres banques s'est dégradée.

Le **crédit intérieur** net s'est amélioré de plus 18% entre décembre 2006 et décembre 2007, passant de 12,7 milliards FC à 15,1 milliards FC. Cette hausse est consécutive à l'augmentation de plus de 58% des créances nettes à l'Etat, dont l'encours a évolué de 3,2 milliards FC à 5,1 milliards FC entre décembre 2006 et décembre 2007, du fait d'une nette diminution de ses dépôts tandis que les crédits à l'économie se sont élevés à 10 milliards FC (+5,1%).

Section III - Le système bancaire

3.1 - Structure du système bancaire

L'année 2007 a été marquée par l'ouverture du secteur bancaire. Deux établissements bancaires : Exim-Bank Comores et à la Banque Fédérale du Commerce, ont été agréés, après l'agrément du réseau des Sanduk d'Anjouan en 2006.

En 2007, Le total des bilans consolidés des établissements bancaires et financiers agréés a atteint 44,6 milliards FC contre 40,2 milliards FC en 2006, soit une progression de 11%. La SNPSF (+58%) et le réseau Meck (+26,5%) sont les principaux contributeurs de cette progression, tandis que la BIC a enregistré une légère baisse du total de son bilan.

L'encours de crédits consolidés des établissements agréés a atteint 17,9 milliards FC en décembre 2007, soit près de 11% du PIB, contre 16 milliards. La liquidité du système bancaire s'évalue à 23,8 milliards FC en décembre 2007, soit une croissance de plus de 2% par rapport à décembre 2006. Cette trésorerie représente 53% de l'actif consolidé des établissements bancaires et 74% de l'épargne brut du système bancaire.

Evolution des parts de marché dans le système bancaire (en%)*				
	Déc-04	Déc-05	Déc-06	Déc-07
Collecte de l'épargne				
BIC	64	64	56	46
SNPSF	6	7	9	14
MECK	18	22	27	30
Sanduk Anjouan	-	7	9	10
Exim Bank	-	-	-	-
Crédits à l'économie				
BIC	64	64	57	52
BDC	4	7	8	5
SNPSF	4	4	12	16
MECK	18	17	15	17
Sanduk Anjouan	-	8	8	9
Exim Bank	-	-	-	-

Source : Banque Centrale des Comores, DESB.
* Encours de fin de période, chiffres provisoires.

3.2 – L'activité des établissements financiers

La Banque pour l'industrie et le commerce, BIC-Comores, conserve son premier rang dans la mobilisation de l'épargne et la distribution de crédit à l'économie, même si sa part de marché sur le système bancaire a baissé, du fait de l'augmentation des ressources et des emplois du système bancaire. Au 31 décembre 2007, l'encours de crédit à la clientèle (net de provisions) a légèrement augmenté (+0,4%), pendant que les dépôts de la clientèle et la trésorerie ont enregistré une baisse de 11% et de 8,2% respectivement. L'établissement a respecté l'ensemble des normes prudentielles, affichant des niveaux largement supérieurs aux minima requis.

La situation de la BDC s'est améliorée par rapport à l'année 2006 avec la consolidation de sa trésorerie. L'établissement a présenté un encours de crédit en baisse de 20%, avec une amélioration du portefeuille de crédit, grâce à une politique active de recouvrement.



L'activité de la BDC devrait connaître un rebond en 2008 après la signature en décembre 2007 d'une convention de prêt avec l'Agence française de développement (AFD) d'un montant de 1,2 millions d'euros (590 millions FC), destinés à relancer l'activité de crédit.

La SNPSF continue d'enregistrer une forte croissance de ses activités financières. Au 31 décembre 2007, elle a présenté un encours de dépôts en hausse de 76% par rapport à 2006, expliqué par la hausse des dépôts de sa clientèle d'entreprises privées (+1,06 milliard FC). L'encours de crédit a progressé de 55%, l'Etat et les entreprises publiques ont représenté 62% des engagements.

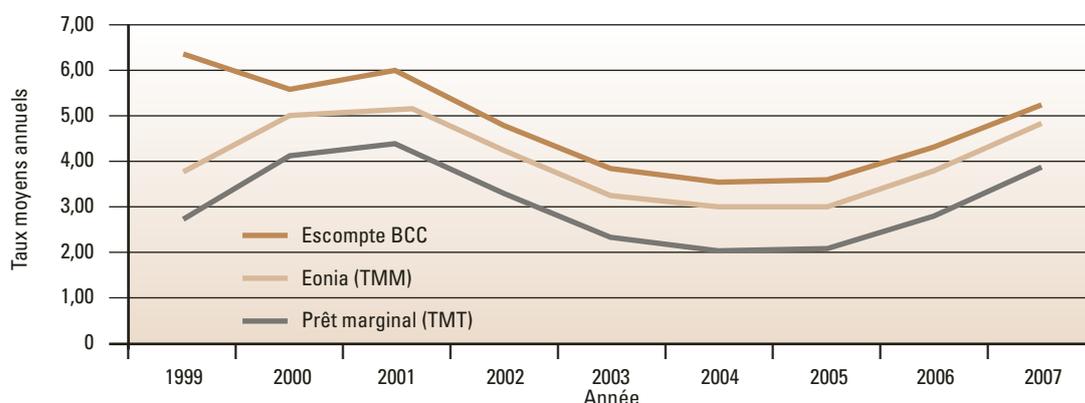
S'agissant du réseau MECK, l'année 2007 a été marquée par la poursuite du processus d'informatisation des caisses. Neuf Meck sur onze bénéficient déjà du système d'information et de gestion AD-Banking. Le réseau a enregistré une augmentation des dépôts (+20%), de l'encours des crédits (+20%) et de sa trésorerie (+16%). Au cours de l'année 2007, l'ensemble des caisses de base ont engagé une politique d'assainissement du portefeuille de crédit, par le renforcement des opérations de recouvrements qui s'est traduit par une amélioration de la qualité du portefeuille.

Soumis à la réglementation bancaire depuis le 1^{er} janvier 2007, le réseau des Sanduk d'Anjouan a présenté de bons indicateurs de gestion et s'est conformé à l'ensemble des normes prudentielles. La maîtrise et la qualité du portefeuille de crédit s'est accompagnée d'une consolidation de l'épargne (+27,3%) et de la trésorerie (+20%).

Concernant Exim Banque-Comores, établissement nouvellement agréé, elle a commencé ses activités en décembre 2007 et ses opérations bancaires sont dans un premier temps limitées à la collecte de l'épargne. L'activité de crédit est prévue à partir du second semestre 2008.

Les Union régionales des Sanduk de Mohéli et de Grande-Comore n'ont toujours pas obtenu l'agrément de la Banque Centrale.

Evolution en moyenne annuelle des principaux taux d'intérêt de la BCC



3.3 – La supervision bancaire

La Loi 80-08 du 3 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques, des établissements financiers, du crédit et des changes a définie les missions de supervision des établissements bancaires et financiers par la Banque centrale. Ce cadre légal est complété par un dispositif réglementaire, sous formes d'instructions et de circulaires, définissant les conditions d'exercice de l'activité bancaire.

Au cours de l'année 2007, en plus du contrôle permanent, la Banque Centrale a effectué huit missions de contrôle sur place qui ont donné lieu à des recommandations que les établissements inspectés sont tenus de mettre en œuvre, dans le but de consolider la solidité du secteur bancaire, par une maîtrise et une meilleure gestion des risques.

3.4 - Les conditions de banques

La tendance à la hausse observée depuis 2005 de l'EONIA, principal taux interbancaire de la zone euro le quel les taux de la BCC sont indexés, s'est confirmée en 2007, pour atteindre une moyenne de 3,86 en 2007. Les taux de rémunération des dépôts des banques et des établissements financiers à la Banque Centrale sont passés en moyenne de 2,59% en 2006 à 3,61% en 2007 pour les réserves obligatoires et de 2,71% à 3,74% pour les réserves libres.

Le taux de rémunération des dépôts d'épargne auprès des BEF est resté à 2,5%, de même que la fourchette des taux d'intérêt débiteurs à [7%-14%]. □





Chapitre 5

L'administration, l'activité et les comptes de la banque centrale

Section I - L'organisation

1.1 - L'Administration

Au 31 décembre 2007, le Conseil d'Administration était composé de :

MM. : Salim AHMED ABDALLAH, Président
Ali NASSOR
Madi AHAMADA
Yahaya AHMED HOUMADI
Michel JACQUIER
Philippe BONZOM
Stéphane CIENIEWSKI
Jean-Christophe DEBERRE

Le collège des Censeurs était composé de :

MM. Houssen Hassan IBRAHIM
Bruno CABRILLAC

Le Gouvernement de la Banque était composé de :

MM. Ahamadi ABDOULBASTOI, Gouverneur
Mzé Abdou MOHAMED CHANFIU,
Vice-Gouverneur.

Le Conseil d'Administration s'est réuni deux fois, en séances ordinaires, le 07 juin 2007 à Paris et le 19 décembre 2007 à Moroni. Il a été consulté trois fois à domicile pour se prononcer sur le tirage des avances statutaires à l'Etat et sur la consolidation de la participation de la BCC au capital de la Banque de Développement des Comores.

1.2 - Les effectifs

Au 31 décembre 2007, en dehors du Gouvernement de la Banque, les effectifs s'élevaient à 47 agents (dont cinq en voie de recrutement) contre 41 agents titulaires

en 2006, répartis selon les catégories suivantes : quatre cadres supérieurs, neuf cadres moyens, vingt et un agents de service et huit employés.

Section II - Les activités de la Banque

2.1 - Les billets et pièces en circulation

Les billets et pièces mis en circulation par la BCC ont augmenté de 6%, s'élevant à 13,7 milliards FC en décembre 2007 contre 12,9 milliards FC un an auparavant. Les billets ont augmenté de 6,1%, représentant une valeur de 13,2 milliards FC en décembre 2007 contre 12,5 milliards FC en décembre 2006, tandis que les pièces augmentaient de 3,4%, soit 487 millions FC contre 471 millions FC, respectivement. Cette évolution est expliquée une amélioration de la demande de consommation, en relation avec la baisse des dépôts à vue et d'épargne auprès des banques commerciales.

2.2 - La chambre de compensation

Au 31 décembre 2007, les statistiques des opérations réalisées pour la compensation des chèques sont les suivantes :

- **21.613 chèques** compensés pour un montant total de **18,7 milliards FC** (**5.615 chèques** en 2006 représentant **6,6 milliards FC**),
- **531 chèques** rejetés, pour insuffisance de provision essentiellement et pour défaut de signature, et correspondant à 349,5 millions FC, soit 2% du montant total (**143 chèques** rejetés en 2006 représentant **97 millions FC**, soit 1,5% du montant total).



2.3 – La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

En juillet 1989, les Chefs d'Etats des pays Européens ont affirmé leur volonté commune de lutter contre le fléau de la drogue en renforçant les moyens de détection et de répression des circuits de blanchiment de capitaux provenant du trafic de stupéfiants. Leurs réflexions ont abouti à la création du Groupe d'Action Financière (GAFI), en vue de répondre aux préoccupations croissantes au sujet du blanchiment de capitaux.

Le GAFI a émis 40 recommandations fondamentales relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, que les organismes financiers doivent les appliquer, complété plus tard par 9 recommandations spéciales contre le financement du terrorisme.

De ce fait, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme s'inscrit dans un contexte international. Les mesures arrêtées par un pays doivent être compatibles aux recommandations du GAFI, qui est le principal organisme international de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB/FT).

C'est dans cet esprit que les autorités comoriennes ont adopté le 28 janvier 2003, l'Ordonnance N°03-002/PR, relative aux blanchiment, confiscation et coopération internationale en matière de produit du crime. Elle a été

suivie par le Décret N°03-025/PR du 18 février 2003, instituant un Service de renseignement financier (SRF), dont le secrétariat permanent est assuré par la Banque Centrale des Comores (BCC). Le SER a pour mission, de recueillir, de traiter et de diffuser le renseignement sur les circuits financiers clandestins et le blanchiment de l'argent, d'animer et de coordonner en tant que de besoin, au niveaux national et international, les moyens d'investigations des différents administrations et organismes.

Dans le cadre de la LCB/FT, la BCC, en sa qualité d'autorité monétaire, a entrepris des actions contre le développement illégal d'officines non bancaires se prévalant détenir une licence les autorisant à exercer une activité off-shore de banques, de sociétés financières ou établissement financiers, délivrée par d'Ile d'Anjouan, partie intégrante de l'Union des Comores.

Ainsi, suite à une lettre de la BCC du 9 juin 2004 saisissant le Ministre de la Justice sur les agissements illégaux de sites internet délivrant des licences bancaires, une Circulaire N°05-001/PR et une Note circulaire N°12/2005 du 16 novembre 2005 de la BCC ont notamment rappelé les textes légaux relatifs à l'agrément des banques et des établissements financiers. Conformément à la Loi N°80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des banques et établissements financiers, seul le Ministre des Finances

de l'Union des Comores, après avis favorable de la BCC, est habilité à délivrer un agrément ou licence à un établissement ou société désirant exercer une activité financière ou bancaire sur le territoire de l'Union des Comores.

Le 24 février 2006, la BCC a également porté plainte avec constitution de partie civile auprès du Tribunal de Moroni contre les responsables des activités illégales off-shore d'Anjouan et a lancé, en février 2008, une campagne de presse nationale et internationale destinée à sensibiliser les Banques Centrales, les Institutions et Organismes internationaux du développement illégal, via des site Internet, d'activités off shore en Union des Comores, et plus particulièrement à l'île d'Anjouan. Elle a également fait émettre une commission rogatoire pour faire cesser le développement illégal de vente de licences off-shore sur le territoire national. Elle a également fait fermer le site internet www.anjouan.gouv.km.

Par ailleurs, en vue de se conformer aux exigences internationale en matière de LCB/FT, les Comores ont obtenu, en août 2007, leur adhésion en qualité d'observateur au Groupe contre le blanchiment d'argent des pays d'Afrique du sud et australe (ESAAMLG), qui est un groupement régional de type GAFI. Une mission d'évaluation qui sera effectué sur place par cet organisme, en vue d'une adhésion effective.

Depuis février 2008, la BCC a entrepris, avec l'expertise du Comité de liaison anti-blanchiment de la Zone franc (CLAB), la rédaction d'un nouveau texte législatif régissant la LCB/FT afin, de mettre la législation comorienne en harmonie avec les nouvelles recommandations du GAFI. Ce nouveau texte abrogera

l'Ordonnance de 2003 après son adoption par l'Assemblée de l'Union des Comores.

Enfin, une mission d'évaluation, conduite par le Fonds monétaire international (FMI), sur la LCB/FT est prévue courant 2009.

2.4 - Les autres activités de la Banque

Les opérations de change

Les achats de billets en euro, s'élevant à plus de 20 milliards FC, ont légèrement fléchi de 4%, en liaison avec le développement progressif des transferts formels réalisés par les établissements bancaires et financiers. En revanche, les ventes ont enregistré une hausse de 50%, après une hausse de 38,5% l'année dernière. Environ un tiers des ventes de devises a été effectué au profit de l'Administration, pour les besoins des missions officielles à l'étranger.

Les opérations d'achats de devises répondent à un cycle saisonnier, dont le trend haussier s'observe chaque année au troisième trimestre, période de vacances des comoriens résidant à l'étranger.

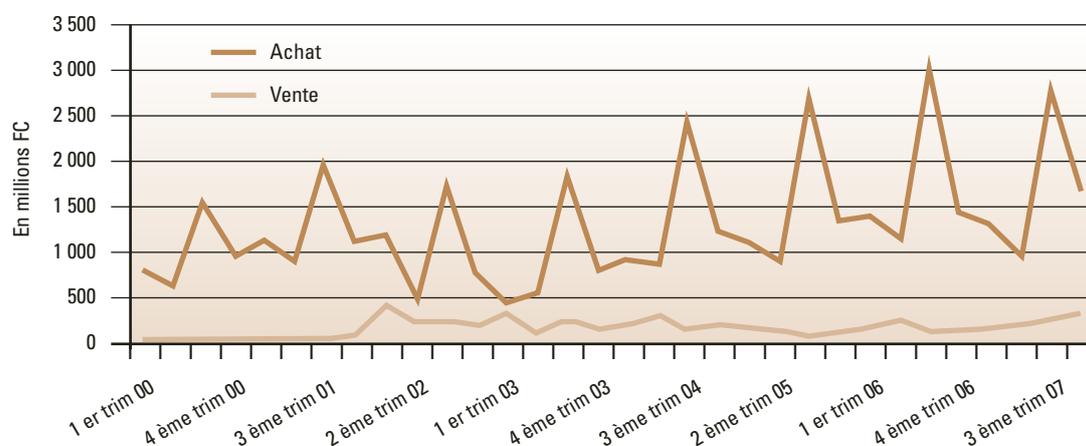
Les concours à l'Etat

En accord avec les dispositions des articles 16 et 17 des Statuts de la Banque, le montant de l'avance statutaire, dont l'Etat a pu bénéficier au cours de l'exercice 2007, a été fixé à 4.531 millions FC contre 4.190 millions FC en 2006, en hausse de 8% du fait de l'amélioration des recettes budgétaires observée ces trois dernières années.

Evolution annuelle des opérations en devises à la BCC (en millions FC)								
	Achats				Ventes			
	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007
Moroni	14.481	16.041	17.707	16.285	1.673	1.299	1.707	2.534
Mustamudu	1.832	2.231	2.967	3.376	791	170	303	232
Fomboni			297	489			24	281
Total	16.313	18.272	20.971	20.151	2.464	1.469	2.034	3.047

Source : BCC

Mouvements de devises (moyenne trimestrielle)



Au 31 décembre 2007, les tirages effectués se sont élevés à 4.274 millions FC, auxquels il faudra ajouter 1.313 millions FC d'encours de la dette à long terme, soit un montant total de 5.587 millions FC.

Le refinancement du système bancaire

Comme pour les années précédentes, la Banque Centrale n'a pas eu à pratiquer d'opérations de refinancement vis-à-vis des banques et des établissements financiers de la place. L'abondance de la liquidité pour la plupart des établissements combinée à la quasi stabilité de l'activité économique expliquent cette situation. Cependant, l'élargissement du paysage bancaire laisse présager un recours à des opérations de refinancement et de réescompte.

Le Compte d'Opérations

Le solde annuel moyen des avoirs déposés en compte d'opérations a augmenté de 4,1% en 2007 après une hausse de 5,6% l'année précédente. Il s'est établi à 30,7 milliards FC en 2007 contre 29,5 milliards FC en 2006 après 27,9 milliards FC en 2005.

Cette évolution est expliquée d'une part par l'accroissement des mouvements créditeurs, notamment des dons que l'Etat a bénéficié en 2007, et d'autre part, le ralentissement de l'activité économique qui a entraîné une baisse des transferts débiteurs.

Le taux de rémunération servi sur le compte d'opérations, indexé à partir du 1^{er} janvier 1999 sur le taux du prêt marginal au jour le jour de la BCE, s'est

Solde trimestriel moyen du Compte d'opérations (en millions FC)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1 ^{er} trimestre	32.757	34.988	33.53	28.31	27.047	29.77
2 ^o trimestre	34.694	35.011	34.858	28.716	30.161	30.582
3 ^o trimestre	34.266	34.575	35.852	27.699	30.56	31.029
4 ^o trimestre	34.342	33.595	31.755	27.117	30.384	31.598
Moyenne annuelle	34.015	34.542	33.999	27.961	29.538	30.745

Source : BCC

Moyenne trimestrielle du taux de rémunération du compte d'opérations			
1 ^{er} trimestre 06	2 ^{ème} trimestre 06	3 ^{ème} trimestre 06	4 ^{ème} trimestre 06
3,33	3,51	3,92	4,33
1 ^{er} trimestre 07	2 ^{ème} trimestre 07	3 ^{ème} trimestre 07	4 ^{ème} trimestre 07
4,58	4,83	5,00	5,00

situé en moyenne pour l'exercice 2007 à 4,85% contre 3,77% en 2006 et 3,01% en 2005.

L'augmentation du taux de rémunération a permis d'améliorer considérablement les produits financiers de la Banque, de 1,1 milliard FC en 2006 à 2,3 milliards FC, après 855 millions FC en 2005.

Les textes réglementaires

En 2007, la Banque Centrale a adopté les textes suivants :

- la lettre-circulaire n°001/2007/COB, relative à l'inscription d'Exim Bank Comores au registre des Banques et Etablissements Financiers agréés, sous le numéro : 2007-05/AG/B,

- la note-circulaire, portant attribution des codes Banque à tous les établissements bancaires. Les codes affectés aux Etablissements suivants sont :

- BCC	00002
- BIC	00001
- SNPSF	00003
- BDC	00004
- BFC	00005
- EXIM BANK	00006

Les Missions et Formations

Durant l'année 2007, la Banque a participé à de nombreuses rencontres internationales:

- les deux réunions de la Zone franc,
- les réunions des Gouverneurs des Banques Centrales du Comesa et de l'ABCA (Association des Banques Centrales Africaines),

- les réunions du Groupe des superviseurs bancaires des pays francophones,
- les Assemblées générales du FMI et de la BM.

Les cadres de la Banque ont par ailleurs bénéficié de plusieurs formations et séminaires dispensés à l'étranger, notamment par l'IMA (Institut Multilatéral d'Afrique), la Banque de France, le projet BEAC-BCEAO-BCC et dans le cadre de la coopération BCC-IEDOM (Institut d'Emission D'Outre-Mer). La Banque a également bénéficié de l'assistance technique de l'IEDOM et de la Banque de France dans le domaine informatique, de la sécurité et du contrôle interne.

Section III - Les comptes de la Banque

3.1 - Le bilan

Au 31 décembre 2007, le total du bilan de la Banque a enregistré une hausse de 10,6% par rapport à 2006, s'établissant à 52,4 milliards FC contre 47,3 milliards FC. Cette évolution est imputable à l'augmentation des avoirs extérieurs et des actifs immobilisés (+51,6%).

A l'actif, les avoirs extérieurs ont augmenté de 14%, s'élevant à 39,6 milliards FC en 2007 contre 34,7 milliards FC en 2006, en liaison avec l'augmentation des



placements à l'étranger, aussi bien au niveau du Trésor français que de la FED.

Les avances statutaires consenties à l'État sont restées pratiquement stables, à 5,6 milliards FC en 2007 après 5,5 milliards FC en 2006. Les nouveaux tirages se sont élevés à 2,1 milliards FC et les remboursements à 2 milliards FC, dont plus de 100 millions FC au titre de l'avance à long terme.

Les immobilisations ont fortement augmenté en 2007, en liaison avec les acquisitions effectuées durant l'année 2007, au profit des travaux de câblage informatique et téléphonique des bureaux à Mohéli et à Anjouan et des travaux de sécurisation du siège.

Au passif, la principale évolution a porté sur les engagements à vue, qui ont augmenté de 6,7%.

Les billets et pièces en circulation ont augmenté de 6%, passant de 12,9 milliards FC en 2006 à 13,7 milliards FC en 2007.

Les dépôts des banques et établissements financiers résidents et non-résidents ont légèrement augmenté (+1,6%), tandis que ceux des entreprises publiques ont plus que doublé (+118%), suite à l'augmentation des dépôts de la société Comores Télécom en 2007.

Les dépôts des administrations publiques ont augmenté de 6%, en relation avec l'ouverture de nouveaux comptes de projets et aux divers dons que l'Etat a bénéficié en 2007.

Le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs s'est établi à 121,4% contre 113,7% en 2006, confortant la solidité extérieure du Franc comorien. Conformément aux accords de coopération monétaire, ce taux ne doit pas être inférieur à 20%.

3.2 - Le compte de résultat

L'exercice 2007 a enregistré un résultat bénéficiaire de 530 millions FC après 183 millions FC et 128 millions FC, respectivement en 2006 et 2005.

Les produits d'exploitation ont augmenté de 39%, s'établissant à près de 1,6 milliard FC contre 1,3 milliard FC en 2006. Cette hausse s'explique à la fois par l'augmentation du solde créditeur du compte d'opérations et par la hausse du taux de la facilité marginale de la Banque Centrale Européenne (BCE), taux de rémunération de ces dépôts.

Les produits sur opérations avec la clientèle, composés essentiellement des intérêts sur les avances au Trésor, sont en hausse de 27%, et les commissions sur transferts ont enregistré une hausse de 18%.

Les charges de l'exercice se sont élevées à 1,6 milliard FC en 2007, en baisse de 12,3% par rapport à 2006.

Cette évolution a résulté de la diminution des « Charges d'émission monétaire », suite à l'application d'une nouvelle norme d'amortissement des charges d'émission, les billets étant amortis sur 5 ans et les pièces sur 10 ans. En revanche, les charges financières ont augmenté de 40%, résultant à la fois de l'augmentation des dépôts des banques et établissements financiers et du Trésor et de la hausse du taux de rémunération de ces dépôts.

Les frais de personnel n'ont représenté que 11% du total des charges contre 10,5% en 2006, en liaison avec la confirmation de 7 agents en 2007. Les frais généraux représentent 17,6% du total des charges contre 13,5% en 2006. Les dotations aux amortissements et provisions ont augmenté de 11,4% en 2007 par rapport à 2006, tandis que les charges exceptionnelles ont poursuivi leur baisse observée en 2006, diminuant de près de 31%, après une baisse de 56% entre 2005 et 2006.

Au total, l'exercice a dégagé un résultat bénéficiaire de 530 millions FC après 183 millions FC et 128 millions FC en 2006 et 2005.

Bilan au 31 décembre 2007 (en millions FC)					
Actif	2006	2007*	Passif	2006	2007*
Disponibilités extérieures	34.700	39.558	Engagements à vue	30.532	32.564
. Encaisses en devises			Billets et monnaies en circulation	12.926	13.698
(Billets Zone franc)	3.750	3.494	. Dépôts des Banques et Inst Fin	13.769	13.985
. Compte d'Opérations			. Dépôts des Entreprises publiques	626	1.37
(Trésor Français)	30.777	35.369	. Dépôts des Administrations Publiques	3.189	3.4
. Autres Avoirs (BdF, Fed)	36	534	. Autres Dépôts	4	101
. Avoirs en or et en DTS	137	160	. Autres Engagements	17	10
Créances sur l'Etat			Engagements internationaux		
. Avance BCC au Trésor Public	5.877	5.982	. Concours du FMI	4.441	4.223
. Concours FMI	5.464	5.587	. Autres engagements (FMI Bons du		
. Allocations en DTS	414	395	Trésor)	4.441	4.223
Créances sur les Banques et Inst Fi	0	0	Compte de régularisation	269	3.072
Autres Créances	51	65	Compte de capital	11.918	11.987
Créances douteuses	44	42	. Capital	1.100	1.100
Provisions	-44	-42	. Réserves	10.305	10.408
Autres Actifs			. Provisions	100	85
(Titres de participations)	5.188	4.956	. Allocations DTS	414	395
. Titres de participation BDC	50	50			
. Quote-parts FMI	5.138	4.906			
Comptes de régularisation	1.011	1.032			
Actifs immobilisés	517	784			
. Immobilisations en cours	18	147			
. Immobilisations d'exploitation	500	638			
Résultats			Résultat en instance d'affectation	183	530
Total	47.343	52.377	Total	47.343	52.377

Source : Banque Centrale des Comores

Compte de résultat (en millions FC)					
Charges	2006	2007	Produits	2006	2007
Intérêts et commissions	375	531	Intérêts / Compt.Opérat	1.13	1.573
Charges sur matériel d'émission	692	167	Agios de réescompte	0	0
Charges du personnel	205	234	Intérêts/Opérations avec la clientèle	223	283
Impôts et taxes	1	1	Commissions sur transferts	92	87
Frais généraux	264	370	Produits exceptionnels	1	2
Dotations Amort.Prov.	211	235	Autres produits	511	140
Charges exceptionnelles	26	18			
Résultats	183	530			
Total	1.957	2.086	Total	1.957	2.086

Section IV - L'avis des Commissaires aux comptes

MAZARS FIVOARANA

Bureau à responsabilité limitée au régime de l'ARL (RL) /
 Siège social : 13 Rue Pierre Curie - Fianarantsoa - 101 Antananarivo - MADAGASCAR
 BP 9854 - Tél : (00) 20 22 2 16 26 - Fax : (00) 20 22 2 20 41 - Mail : info@mafivoar.com

En exécution de la mission qui nous a été confiée par contrat de prestation de service signé le 17 mars 2008, nous avons procédé à l'audit des comptes de la Banque Centrale des Comores (BCC) de l'exercice clos le 31 décembre 2007. Les comptes qui nous ont été présentés ont été établis par le Gouvernement de la BCC conformément au manuel de procédures comptables propre à cette banque. Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Le Bilan au 31 décembre 2007 présente un total de 52 377 200 205 KMF contre 47 343 301 209 KMF au 31 décembre 2006. Le résultat de l'exercice sous revue fait ressortir un bénéfice de 529 913 858 KMF contre un bénéfice de 182 642 622 KMF au 31 décembre 2006.

Nous avons effectué notre examen selon les normes d'audit internationales ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Nos travaux ont consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Ils consistent également à vérifier les principes comptables suivis et les règles d'évaluation retenues pour l'arrêté des comptes et apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après :

A NOTRE AVIS, COMPTE TENU DES DILIGENCES QUE NOUS AVONS ACCOMPLIES SELON LES REGLES DE LA PROFESSION, NOUS SOMMES EN MESURE DE CERTIFIER QUE LES COMPTES ANNUELS PRESENTENT SINCEREMENT DANS TOUTS LEURS ASPECTS SIGNIFICATIFS LA SITUATION FINANCIERE DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES AU 31 DECEMBRE 2007, AINSI QUE LE RESULTAT DE SES OPERATIONS ET LES MOUVEMENTS DE TRESORERIE POUR L'EXERCICE CLOS A LA MEME DATE, CONFORMEMENT AU PLAN COMPTABLE PROPRE APPLIQUE PAR CETTE BANQUE.

Antananarivo, le **23 MAI 2008**

Les auditeurs


Frédéric RANDRIANARISOA




Bruno DAUPHINE

Associé Fondateur : Raymond RABENOFOA, Expert Comptable et Financier
 Associé Gérant : Bruno DAUPHINE, Expert Comptable et Financier
 Associés : Alain RAMAISONA, Expert Comptable et Financier - David RABENOFOA, Diplômé de 3^{ème} cycle en informatique -
 Fabrice GABOTIERO, Expert Comptable et Financier - Frédéric RANDRIANARISOA, Expert Comptable et Financier

Annexe II

Indice des prix à la consommation (Année 2007) Répartition par catégorie de produits (Année de base : 1999)														
Fonctions	2006	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct	Nov	Dec	2007
01 - Produits alimentaires, boissons et tabacs	130.4	138.5	140.3	141.5	131.4	127.9	139.1	140.5	141.0	149.1	149.3	140.1	135.5	139.5
dont :														
Céréales non transformés	100.8	115.3	121.8	124.3	106.0	113.4	135.6	146.9	146.9	146.9	146.9	130.0	121.1	129.6
Farines, semoules	119.5	125.4	126.9	120.0	121.9	118.7	120.5	161.8	145.6	167.7	144.8	136.0	136.6	135.5
Viandes	97.5	102.9	102.2	97.7	103.8	103.7	103.5	104.2	106.6	102.4	102.4	106.0	106.0	103.5
Poissons	112.0	127.0	120.0	123.9	125.0	115.4	120.0	131.6	124.9	144.1	141.4	132.0	130.0	127.9
Lait, produits laitiers et œufs	106.7	110.0	117.3	114.3	112.5	114.4	127.8	140.8	140.3	135.8	131.7	107.8	107.0	121.6
Huiles et graisses	89.0	90.8	92.9	92.9	93.8	90.0	94.0	111.9	139.0	155.1	154.8	130.0	132.0	114.8
Fruits	225.9	279.6	243.4	332.5	200.0	190.0	195.0	219.4	242.2	320.8	287.8	254.8	240.0	250.5
Légumes	135.7	173.8	178.3	150.5	202.9	180.0	200.0	181.0	128.6	123.8	148.2	141.4	140.0	162.4
Pommes de terre, manioc, autres tuber.	169.7	224.5	224.5	249.0	175.0	190.0	205.0	159.5	204.6	228.6	233.1	230.0	220.0	212.0
02 - Articles d'habillement et chaussant	138.3	135.6	135.6	135.6	138.1	131.2	131.2	129.2	131.2	131.2	131.2	131.2	131.2	132.7
03 - Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	150.4	153.4	149.0	147.8	150.8	153.5	141.7	150.6	151.4	166.7	173.4	170.0	180.0	157.4
dont autres combustibles	229.4	163.0	137.4	130.6	147.9	163.8	198.3	250.0	255.0	343.7	370.3	370.5	320.9	237.6
04 - Ameublement, équipements ménagers	132.4	113.9	113.5	112.9	112.9	121.5	118.7	116.2	117.2	115.9	106.8	110.7	110.9	114.3
05 - Santé	132.4	112.3	112.4	112.4	115.7	112.1	112.3	112.4	115.4	112.8	112.6	112.6	112.6	113.0
06 - Transports	132.4	136.7	137.5	138.2	139.3	139.3	138.4	138.2	139.6	138.2	138.2	138.2	138.2	138.3
07 - Loisirs, spectacles et cultures	132.4	163.3	175.4	177.3	124.1	124.1	177.3	111.9	111.9	111.9	111.9	177.1	111.9	139.8
08 - Enseignement	132.4	108.1	108.4	108.2	109.5	109.5	108.0	108.0	108.0	119.5	119.5	119.5	119.5	112.2
09 - Hôtels, cafés, restaurants	132.4	177.1	177.1	177.1	187.9	189.5	193.7	211.0	234.6	199.4	199.4	207.7	207.7	196.9
10 - Autres biens et services	157.4	112.9	112.9	112.9	113.2	114.8	122.8	114.7	114.1	226.2	226.2	115.6	119.1	133.8
Total des Indices	133.7	137.9	138.5	139.2	133.0	130.8	136.7	138.7	139.3	149.2	150.2	141.9	140.3	139.6
Taux d'inflation annuel	3.4	6.8	9.3	13.5	4.0	3.0	4.3	0.9	0.9	7.5	4.6	3.0	(2.3)	4.6

Remarques : changement d'année de base qui est passée de 1993 à 1999. Nouveau panier appliqué à partir de janvier 2000.

Source : Direction Générale du Plan, Direction de la Statistique

Annexe III

Evolution du commerce extérieur des Comores												
Année de base 1975												
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007*
Importations	24,659	26,270	22,241	24,929	23,085	27,776	27,454	30,311	33,917	39,041	45,189	49,716
Exportations	2,436	2,630	2,631	4,248	6,309	9,144	10,057	11,695	7,332	4,757	4,089	4,964
Balance commerciale	-22,223	-23,640	-19,610	-20,681	-16,776	-18,632	-17,397	-18,616	-26,585	-34,284	-41,100	-44,752
Taux de couverture	10	10	12	17	27	33	37	39	22	12	9	10
PM = indice des import.	496	528	447	501	464	558	552	609	682	785	909	1,000
PX = indice des export.	120	129	129	209	310	449	494	574	360	234	201	244
Terme de l'éch. PX/PM	24	24	29	42	67	80	89	94	53	30	22	24

* : Données provisoires

Source: Direction générale des douanes
Traitement: Banque Centrale

Annexe IV

Exécution du budget de l'Etat (en millions de FC)											
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004	2005	2006	2007**
Recettes intérieures	12,828	9,461	11,120	10,528	12,844	16,975	22,335	22,445	23,972	21,555	21,160
- Fiscales	11,968	9,025	10,295	9,835	10,983	13,870	19,622	19,407	17,797	17,259	16,678
- Non-fiscales	860	436	825	693	1,861	3,105	2,713	3,038	6,175	4,296	4,482
Dépenses courantes	12,742	11,426	11,223	11,372	13,699	16,520	20,262	21,940	21,959	23,093	24,206
- Traitements et salaires	8,553	7,190	6,307	6,028	6,190	6,778	11,493	12,631	12,872	13,205	15,052
- Biens et Services	3,037	2,927	3,486	4,075	5,620	7,250	5,297	6,038	5,160	5,568	5,327
- Transferts	265	390	522	309	488	887	2,041	1,989	2,879	3,392	3,217
- Intérêts sur la dette (ext)	887	919	908	960	1,401	1,605	1,431	1,282	1,048	928	610
Solde	86	-1,965	-103	-844	-855	455	2,073	505	2,013	-1,538	-3,046

* A partir de 2003, Anjouan inclus

** : Chiffres provisoires

Source: Ministère des Finances, Trésorerie Générale

© COPYRIGHT DESIGN
PRÉCIGRAPH LTD

Annexe V

Evolution en moyenne mensuelle et trimestrielle des principaux taux bancaires

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
2004												
Avances à l'Etat (EONIA+1,5)	3.5248	3.5334	3.4984	3.562	3.5097	3.535	3.561	3.5345	3.5467	3.6129	3.5857	3.5442
Dépôts Trésor et BIF non soumises Res, Obl (EONIA)*	2.0248	2.0334	1.9984	2.062	2.0097	2.035	2.061	2.0345	2.0467	2.1129	2.0857	2.0442
Dépôts des BIF soumises Res, Obligatoires												
-Réserves libres (EONIA + 1/8)	2.1498	2.1584	2.1234	2.187	2.1347	2.16	2.186	2.1595	2.1717	2.2379	2.2107	2.1692
-Réserves obligatoires (EONIA - 1/8)	1.8998	1.9084	1.8734	1.937	1.8847	1.91	1.936	1.9095	1.9217	1.9879	1.9607	1.9192
Escompte Banq. Centrale (EONIA+1,5)	3.5248	3.5334	3.4984	3.562	3.5097	3.535	3.561	3.5345	3.5467	3.6129	3.5857	3.5442
Comptes sur livret	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50
Dép. à terme inférieurs à 3 mois	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50
Dép. à terme supérieurs à 3 mois	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50
Taux débiteurs	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14
EONIA	2.0248	2.0334	1.9984	2.062	2.0097	2.035	2.061	2.0345	2.0467	2.1129	2.0857	2.0442
Prêt Marginal			3			3			3			3
EURIBOR 1 mois	2.077	2.06	2.042	2.052	2.061	2.076	2.076	2.077	2.078	2.086	2.109	2.168
EURIBOR 6 mois	2.118	2.085	2.018	2.056	2.136	2.189	2.188	2.114	2.2	2.192	2.216	2.207
EURIBOR 12 mois	2.22	2.163	2.054	2.152	2.296	2.404	2.361	2.302	2.375	2.319	2.326	2.303
2005												
Avances à l'Etat (EONIA+1,5)	3.5794	3.5582	3.5565	3.5733	3.5706	3.5637	3.5732	3.5665	3.591	3.5713	3.587	3.7632
Dépôts Trésor et BIF non soumises Res, Obl (EONIA)*	2.0794	2.0582	2.0565	2.0733	2.0706	2.0637	2.0732	2.0665	2.091	2.0713	2.087	2.2632
Dépôts des BIF soumises Res, Obligatoires												
-Réserves libres (EONIA)	2.0794	2.0582	2.0565	2.0733	2.0706	2.0637	2.0732	2.0665	2.091	2.0713	2.087	2.2632
-Réserves obligatoires (EONIA - 1/8)	1.95	1.93	1.93	1.95	1.95	1.94	1.95	1.94	1.97	1.95	1.96	2.14
Escompte Banq. Centrale (EONIA+1,5)	3.58	3.56	3.56	3.57	3.57	3.56	3.57	3.57	3.59	3.57	3.59	3.76
Comptes sur livret	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00
Dép. à terme inférieurs à 3 mois	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Dép. à terme supérieurs à 3 mois	3	3	3	3	3	3	3.000	3.000	3	3	3	3
Taux débiteurs	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14
EONIA	2.0794	2.0582	2.0565	2.0733	2.0706	2.0637	2.0732	2.0665	2.091	2.0713	2.087	2.2632
Prêt Marginal			3			3			3			3.0679
EURIBOR 1 mois	2.111	2.104	2.103	2.105	2.104	2.104	2.107	2.113	2.115	2.121	2.218	2.411
EURIBOR 6 mois	2.193	2.184	2.193	2.173	2.144	2.107	2.133	2.159	2.165	2.272	2.497	2.601
EURIBOR 12 mois	2.313	2.31	2.338	2.267	2.193	2.104	2.166	2.222	2.214	2.413	2.68	2.784

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Jun	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
2006												
Avances à l'Etat (EONIA+1,5)	3.8232	3.8518	4.0206	4.1303	4.0723	4.1943	4.3165	4.4668	4.5407	4.7806	4.8283	5.0155
Dépôts Trésor et BIF non soumis Res,												
Obl (EONIA - 1/8)*	2.1982	2.3518	2.5206	2.6303	2.5723	2.6943	2.8165	2.9668	3.0407	3.2806	3.3283	3.5155
Dépôts des BIF soumis Res,Obligatoires												
-Réserves libres (EONIA - 1/8)	2.1982	2.2268	2.3956	2.5053	2.4473	2.5693	2.6915	2.8418	2.9157	3.1556	3.2033	3.3905
-Réserves obligatoires (EONIA - 1/4)	2.0732	2.1018	2.2706	2.3803	2.3223	2.4443	2.5665	2.7168	2.7907	3.0306	3.0783	3.2655
Escompte Banq. Centrale (EONIA+1,5)	3.8232	3.8518	4.0206	4.1303	4.0723	4.1943	4.3165	4.4668	4.5407	4.7806	4.8283	5.0155
Comptes sur livret	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
Dép. à terme inférieurs à 3 mois	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
Dép. à terme supérieurs à 3 mois	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
Taux débiteurs	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14
EONIA	2.3232	2.3518	2.5206	2.6303	2.5723	2.6943	2.8165	2.9668	3.0407	3.2806	3.3283	3.5155
Prêt Marginal	3.25	3.5000	3.5000	3.5412	3.5412	3.5412	3.75	4	4	4.25	4.25	4.50
EURIBOR 1 mois	2.388	2.459	2.633	2.648	2.690	2.866	2.938	3.095	3.155	3.349	3.417	3.641
EURIBOR 6 mois	2.650	2.726	2.867	2.953	3.058	3.153	3.287	3.411	3.525	3.643	3.729	3.795
EURIBOR 12 mois	2.832	2.915	3.100	3.218	3.310	3.393	3.538	3.618	3.713	3.795	3.865	3.931

EONIA :Euro Over Night Indexed Average (Taux moyen pondéré au jour le jour de l'Euro)

* En janvier 2005, le taux de rémunération des comptes d'épargne est passé de 3,5% à 3%, les taux de rémunération des réserves libres de EONIA+1/8 à EONIA

* En janvier 2006, le taux de rémunération des comptes d'épargne est passé de 3% à 2,5%, les taux de rémunération de EONIA+1/8 à EONIA pour les réserves libres et de EONIA-1/4 pour les réserves obligatoires, et les taux débiteurs de [8,0/14,0]% à [7,0/14,0]%

	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jun	Jul	Aut	Sep	Oct	Nov	Déc
2007												
Avances à l'Etat (EONIA+1,5)	5.0658	5.0668	5.1948	5.323	5.2935	5.457	5.5661	5.5429	5.5171	5.4285	5.5275	5.3632
Dépôts Trésor et BIF non soumis Res,												
Obl (EONIA - 1/8)*	3.4408	3.4418	3.5698	3.698	3.6685	3.832	3.9411	3.9179	3.8921	3.8035	3.9025	3.7382
Dépôts des BIF soumis Res,Obligatoires												
-Réserves libres (EONIA - 1/8)	3.4408	3.4418	3.5698	3.698	3.6685	3.832	3.9411	3.9179	3.8921	3.8035	3.9025	3.7382
-Réserves obligatoires (EONIA - 1/4)	3.3158	3.3168	3.4448	3.573	3.5435	3.707	3.8161	3.7929	3.7671	3.6785	3.7775	3.6132
Escompte Banq. Centrale (EONIA+1,5)	5.0658	5.0668	5.1948	5.323	5.2935	5.457	5.5661	5.5429	5.5171	5.4285	5.5275	5.3632
Comptes sur livret	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
Dép. à terme inférieurs à 3 mois	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
Dép. à terme supérieurs à 3 mois	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
Taux débiteurs	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14
EONIA	3.5658	3.5668	3.6948	3.8230	3.7935	3.9570	4.0661	4.0429	4.0171	3.9285	4.0275	3.8632
Prêt Marginal	4.5	4.5	4.75	4.75	4.75	5.0000						
EURIBOR 1 mois	3.616	3.649	3.843	3.859	3.915	4.097	4.105	4.307	4.432	4.231	4.200	4.685
EURIBOR 6 mois	3.888	3.945	3.996	4.095	4.193	4.283	4.359	4.591	4.750	4.660	4.625	4.810
EURIBOR 12 mois	4.062	4.095	4.104	4.249	4.367	4.505	4.565	4.666	4.727	4.642	4.603	4.786

* En janvier 2006, le taux de rémunération des comptes d'épargne est passé de 3% à 2,5%, les taux de rémunération de EONIA à EONIA+1/8 pour les réserves libres et de EONIA-1/4 pour les réserves obligatoires, et les taux débiteurs de [8,0/14,0]% à [7,0/14,0]%

Annexe VI

Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties (en millions de FC)										
	Déc-01	Déc-02	Déc-03	Déc-04	Déc-05	Déc-06	Mar-07	Jun-07	Sep-07	Déc-07
Masse Monétaire										
Monnaie	22,937	25,323	24,794	23,367	25,383	24,674	25,086	24,119	25,937	25,625
- billets et pièces en circulation.	12,355	12,503	11,505	11,730	11,456	12,760	12,813	12,747	13,477	13,483
- dépôts à vue	10,582	12,820	13,289	11,637	13,927	11,914	12,273	11,372	12,460	12,132
Quasi - monnaie	10,392	11,571	10,382	10,712	10,069	8,714	9,359	11,154	10,928	10,481
Total	33,329	36,894	35,176	34,079	35,452	33,388	34,445	35,273	36,865	36,106
Contreparties de la Masse Monétaire										
Avoirs extérieurs	36,973	39,324	37,587	37,057	37,442	39,758	38,821	39,923	43,329	41,727
Créances sur l'Etat	2,029	2,228	1,604	2,170	3,468	3,220	3,081	3,491	3,457	5,092
Crédits à l'économie	9,369	10,442	11,529	10,500	10,362	9,491	10,552	9,255	9,526	9,978
Autres postes	-15,042	-15,099	-15,545	-15,647	-15,820	-19,081	-18,008	-17,396	-19,446	-20,691
Total	33,329	36,894	35,176	34,079	35,452	33,388	34,445	35,273	36,865	36,106

Source: Banque Centrale des Comores
Direction des Etudes et Statistiques Monétaires

Annexe VII

Situation résumée du système bancaire (en millions de FC)											
	Décembre 2001	Décembre 2002	Décembre 2003	Décembre 2004	Décembre 2005	Décembre 2006	Mars 2007	Juin 2007	Septembre 2007	Décembre 2007	
Actif											
Avoirs extérieurs (brut)	40,708	41,989	39,561	38,621	38,958	41,505	41,528	42,063	45,422	44,966	
Créances à l'Etat (brut)	3,251	3,311	3,420	4,238	5,157	6,682	5,248	6,250	6,657	7,062	
Créances sur les entreprises publiques (brut)	395	222	727	751	665	1,465	2,586	2,335	2,065	2,802	
Créances sur le secteur privé (brut)	11,836	12,456	13,337	11,942	11,850	10,962	11,200	10,452	10,793	10,720	
Total de l'actif	56,190	57,978	57,045	55,552	56,630	60,614	60,562	61,100	64,937	65,550	
Passif											
Engagements à vue	21,427	23,346	23,235	21,648	23,548	23,046	23,822	22,782	23,718	23,959	
Dépôts à terme	9,537	10,054	10,325	10,523	9,763	10,533	10,577	10,550	11,236	12,161	
Dépôts de l'Etat	1,367	1,229	1,962	2,214	1,777	3,016	1,702	2,174	2,506	1,316	
Engagements extérieurs	4,089	2,851	2,065	1,556	1,507	1,587	2,412	2,074	1,943	2,249	
Fonds publics affectés	2,183	2,170	1,346	1,170	1,496	1,108	1,004	3,219	3,210	3,059	
Dépôts restrictifs	482	1,348	767	1,276	1,267	102	791	329	97	91	
Fonds de contrepartie	49	49	49	50	0	0	0	0	0	0	
Autres passifs	17,056	16,930	17,294	17,117	17,271	21,222	20,254	19,972	22,227	22,715	
Total du passif	56,190	57,978	57,045	55,552	56,630	60,614	60,562	61,100	64,937	65,550	

Source : Banque Centrale des Comores
Direction des Etudes et de la Supervision Bancaire

Annexe VIII

NOM DU PAYS: Comores		CODE SFI: _____				
UNITES: en millions FC						
Période 1er janvier au 31 décembre		2003	2004	2005	2006	2007*
Compte des transactions courantes		-8,020	-7,536	-9,678	-8,005	-12,022
Codification internationale	Biens	-15,193	-22,729	-30,927	-34,288	-40,524
2100.Z	crédit	13,082	8,243	5,691	5,221	5,981
3100.Z	débit	-28,275	-30,972	-36,618	-39,509	-46,505
	Marchandises générales	-16,580	-23,590	-31,861	-35,420	-41,541
2110..	Exportations FAB	11,695	7,382	4,757	4,089	4,964
3110..	Importations FAB	-28,275	-30,972	-36,618	-39,509	-46,505
	Biens importés ou exportés pour transformation	0	0	0	0	0
2150..	crédit	0	0	0	0	0
3150..	débit	0	0	0	0	0
	Réparations de biens	0	0	0	0	0
2160..	crédit	0	0	0	0	0
3160..	débit	0	0	0	0	0
	Achats de biens dans les ports par les transporteurs	1,387	861	934	1,132	1,017
2170..	crédit	1,387	861	934	1,132	1,017
3170..	débit	0	0	0	0	0
	Or non monétaire	0	0	0	0	0
2180..	crédit	0	0	0	0	0
3180..	débit	0	0	0	0	0
	Services	-2,760	-2,059	-1,227	-3,181	-3,392
2200.Z	crédit	13,079	14,321	16,899	18,358	19,707
3200.Z	débit	-15,839	-16,380	-18,126	-21,539	-23,099
	Transports	-8,123	-8,432	-9,231	-11,593	-12,106
2205..	crédit	1,512	1,509	1,846	1,794	1,897
3205..	débit	-9,635	-9,941	-11,077	-13,387	-14,003
	Transports maritimes	-4,880	-5,461	-6,285	-7,275	-8,005
2206..	crédit	0	0	0	0	0
3206..	débit	-4,880	-5,461	-6,285	-7,275	-8,005
	Transports aériens	-3,243	-2,971	-2,946	-4,318	-4,102
2210..	crédit	1,512	1,509	1,846	1,794	1,897
3210..	débit	-4,755	-4,480	-4,792	-6,112	-5,999
	Autres transports	0	0	0	0	0
2214..	crédit	0	0	0	0	0
3214..	débit	0	0	0	0	0
	Voyages	3,346	4,741	5,550	6,201	5,417
2236..	crédit	6,788	8,462	9,340	10,521	10,864
3236..	débit	-3,442	-3,721	-3,790	-4,320	-5,448
	Voyages à titre professionnel	-12	-202	17	125	-434
2237..	crédit	823	864	983	1,081	1,135
3237..	débit	-835	-1,066	-966	-956	-1,569
	Voyages à titre personnel	3,358	4,943	5,533	6,076	5,851
2240..	crédit	5,965	7,598	8,357	9,440	9,730
3240..	débit	-2,607	-2,655	-2,824	-3,364	-3,879
	Services de communication	2,752	2,351	3,487	3,662	4,963
2245..	crédit	3,030	2,687	4,114	4,320	5,261
3245..	débit	-278	-336	-627	-658	-297
	Services de construction	0	0	0	0	0
2249..	crédit	0	0	0	0	0
3249..	débit	0	0	0	0	0
	Services d'assurance	-1,394	-1,560	-1,799	-2,049	-2,248
2253..	crédit	0	0	13	89	88
3253..	débit	-1,394	-1,560	-1,812	-2,139	-2,336
	Services financiers (autres qu'assurances)	0	0	0	0	0
2260..	crédit	0	0	0	0	0
3260..	débit	0	0	0	0	0
	Services informatique et d'information	0	0	0	0	0
2262..	crédit	0	0	0	0	0
3262..	débit	0	0	0	0	0
	Redevances et droits de licence	402	0	0	0	0
2266..	crédit	402	0	0	0	0
3266..	débit	0	0	0	0	0
	Autres services aux entreprises	-791	-468	-474	-498	-433
2268..	crédit	0	0	0	0	0
3268..	débit	-791	-468	-474	-498	-433
	Services personnels, culturels et récréatifs	-101	-108	-149	-156	-164
2287..	crédit	0	0	0	0	0
3287..	débit	-101	-108	-149	-156	-164

	Services fournis ou reçus par les administrations publiques, n.c.a.	1,149	1,417	1,389	1,253	1,179
2291..	crédit	1,347	1,663	1,586	1,634	1,597
3291..	débit	-198	-246	-197	-381	-418
	Revenus	-1,282	-855	-427	163	716
2300.Z	crédit	1,780	1,115	966	1,321	1,911
3300.Z	débit	-3,062	-1,970	-1,393	-1,158	-1,195
	Rémunération des salariés	0	0	0	0	0
	(y compris frontaliers, saisonniers et autres salariés)					
2310..	crédit	0	0	0	0	0
3310..	débit	0	0	0	0	0
	Revenus des investissements	-1,282	-855	-427	163	716
2320..	crédit	1,780	1,115	966	1,321	1,911
3320..	débit	-3,062	-1,970	-1,393	-1,158	-1,195
	Revenus des investissements directs	-708	-749	-676	-579	-566
2330..	crédit	0	0	0	0	0
3330..	débit	-708	-749	-676	-579	-566
	Revenus des investissements de portefeuille	-574	-106	249	742	1,282
2339..	crédit	1,780	1,115	966	1,321	1,911
3339..	débit	-2,354	-1,221	-717	-579	-629
	Autres investissements	0	0	0	0	0
2370..	crédit	0	0	0	0	0
3370..	débit	0	0	0	0	0
	Transferts courants	11,215	18,107	22,903	29,301	31,178
2379.Z	crédit	15,592	24,655	31,185	37,692	39,956
3379.Z	débit	-4,377	-6,548	-8,282	-8,391	-8,778
	Administrations publiques	395	851	1,516	2,857	2,885
2380..	crédit	468	892	1,635	2,922	3,038
3380..	débit	-73	-41	-119	-65	-154
	Autres secteurs (secteur privé)	10,820	17,256	21,387	26,444	28,293
2390..	crédit	15,124	23,763	29,550	34,770	36,917
3390..	débit	-4,304	-6,507	-8,163	-8,326	-8,624
	Compte de capital et d'opérations financières	7,890	7,112	8,837	7,909	10,799
	Compte de Capital	3,147	3,836	5,868	7,240	10,824
2994.Z	crédit	3,147	3,836	5,868	7,240	10,827
3994.Z	débit	0	0	0	0	-3
4400..	Transferts de capital	3,147	3,836	5,868	7,240	10,663
2400..	crédit	3,147	3,836	5,868	7,240	10,663
3400..	débit	0	0	0	0	0
	Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0	0	0	0	161
2480..	crédit	0	0	0	0	164
3480..	débit	0	0	0	0	-3
	Compte des opérations financières	4,743	3,276	2,969	669	-24
	Investissements directs	346	266			
4505.Z	A l'étranger (par des résidents)	0	0	0	0	0
4555.Z	Dans l'économie déclarante (par des non-résidents)	346	266	221	324	2,704
	Investissements de portefeuille	-5	-8			
4602.Z	Avoirs	-5	-8	-10	-10	-10
4652.Z	Engagements	0	0	0	0	0
4910.Z	Produits financiers dérivés (net)	0	0	0	0	0
4900.Z	Produits financiers dérivés, avoirs	0	0	0	0	0
4905.Z	Produits financiers dérivés, engagements	0	0	0	0	0
	Autres investissements	3,466	2,740	1,123	-568	2,136
4703.Z	Avoirs	1,041	1,515	-996	-2,920	489
4706..	Crédits commerciaux	-660	1,341	644	167	-219
4714..	Prêts	0	0	0	0	0
4730..	Monnaie fiduciaire et dépôts	0	0	0	0	0
4736..	Autres avoirs	1,701	174	-1,640	-3,087	708
4753.Z	Engagements	2,425	1,225	2,119	2,352	1,647
4756..	Crédits commerciaux	693	901	1,281	1,537	1,132
4764..	Prêts	2,425	729	887	565	-147
4780..	Monnaie fiduciaire et dépôts	-174	-60	23	87	106
4786..	Autres engagements	-519	-345	-72	163	556
4802.Z	Avoirs de réserve	936	278	1,635	923	-4,854
4812..	Or monétaire	1	3	-33	-12	-23
4811..	Droits de tirages spéciaux	15	0	0	-4	0
4810..	Position de réserve au FMI	29	0	-9	12	0
4803..	Devises étrangères	890	180	1,682	921	-4,833
4813..	Autres créances	1	95	-5	6	2
4998.Z	Erreurs et omissions nettes	130	424	841	96	1,223

* Données provisoires

Annexe IX

LISTE DES ETABLISSEMENTS AGREES AU 31 DECEMBRE 2005

(conformément à la loi 80-07, art 6 et à l'instruction n° 004/2004/COB, art 4)

1 - les telles que définies aux articles 4et 5 de la loi n°80-07 portant réglementation des banques et établissements financiers**BANQUE POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE-COMORES (BIC-C)**

Place de France
 B.P 175 Moroni, Union des Comores
 Tél : (269) 73 02 43 / Fax : (269) 73 12 29

BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES COMORES (BDC)

Place de France
 B.P 298 Moroni, Union des Comores
 Tél : (269) 73 08 18 / Fax : (269) 73 03 97

BANQUE FEDERALE POUR LE COMMERCE (BFC)

Place de France
 B.P Moroni, Union des Comores

EXIM BANK

Place de France
 B.P Moroni, Union des Comores
 Tél : (269) 73 94 01 / Fax : (269) 73 94 00

2 - les Institutions Financières Décentralisées, telles que définies par le décret n° 04-069/PR portant réglementation des Institution Financières Décentralisées du 22 juin 2004,**UNION DES MECK (12 MECK de base affiliées)**

Volovolo
 B.P 1234 Moroni, Union des Comores
 Tél : (269) 73 36 40 / Fax : (269) 73 36 40

UNION REGIONALE DES SANDUK D'ANJOUAN (32 caisses affiliées)

Domoni
 B.P 47 DOMONI ANJOUAN
 Tél : (269) 71 95 20 / 71 04 93

3 - les Intermédiaires Financiers, tels que définis à l'article 2 de la loi n°80-07 portant réglementation des banques et établissements financiers,**SOCIETE NATIONALE DES POSTES ET DES SERVICES FINANCIERS (SNPSF)**

Moroni Port
 Moroni, Union des Comores
 Tél : (269) 74 43 01 / Fax : (269) 73 80 30
 * CAISSE NATIONALE D'EPARGNE (CNE) - COMPTES CHEQUES POSTAUX (CCP)
 * TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARGENT
 * OPERATIONS DE CHANGE EN EURO

COMORES EXPRESS

B.P 150 Moroni, Union des Comores
 Tél : (269) 73 84 22 / Fax : (269) 73 83 90





BANQUE CENTRALE DES COMORES
www.bancecom.com

•

GRANDE - COMORE
Siège : Place de France BP 405 Moroni
Tel : (269) 773 10 02 Fax: (269) 773 03 49

•

A N J O U A N
Agence BP : 365 Mutsamudu
Tel: (269) 771 00 35 Fax: (269) 771 06 55

•

M O H É L I
Agence Fomboni
Tel : (269) 772 06 90 Fax: (269) 772 06 93

